

400 MILLIONS DE DOLLARS DE CONTRATS ATTENDUS
À L'IATF 2025

Le pharma algérien à l'assaut de l'Afrique

L'Algérie s'affirme plus que jamais comme un acteur incontournable de l'industrie pharmaceutique africaine. À l'occasion de la 4^e édition de la foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient à Alger, pas moins de 22 opérateurs algériens du secteur pharmaceutique prennent part à l'événement, avec l'ambition de décrocher plus de 400 millions de dollars de contrats.. P 3



IATF 2025

**Des entreprises
algériennes affichent
leurs ambitions
africaines**

La 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) constitue une vitrine privilégiée pour les entreprises algériennes désireuses de consolider leur présence sur les marchés africains et de jouer un rôle moteur dans les exportations, ont affirmé des responsables et dirigeants de sociétés nationales publiques et privées.

P 2

L'OPEP+ RELÈVE SA
PRODUCTION DÈS OCTOBRE

**Le quota de l'Algérie
augmenté de 4.000
barils/jour**



Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a pris part hier, par visioconférence, à une réunion ministérielle de huit pays de l'Opep+ engagés dans des ajustements volontaires de leur production de pétrole brut.

P 5

**MINES ET ÉNERGIES
Alger et Pretoria
renforcent leur
coopération**

La coopération entre l'Algérie et l'Afrique du Sud dans le domaine de l'énergie et des mines connaît une nouvelle dynamique. Les deux pays ont réaffirmé leur engagement à consolider leur partenariat bilatéral afin d'atteindre des objectifs communs et de soutenir un développement économique durable.

P 5

IATF 2025

**INATEL et GISB Electric
décrochent de nouveaux
contrats** P 2

PORT DE BÉJAIA

**Saisie de quantités
importantes de marchandises
à caractère commercial** P 5

TIZI-OUZOU

**Une superficie de 700 ha
ravagée par les incendies
durant l'été 2025** P 16

IATF 2025

Le wali d’Alger reçoit des chefs de gouvernements de territoires locaux africains

Par R.E.

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenmour Rabehi, a reçu une délégation composée de chefs de gouvernements de territoires locaux d'Afrique du Sud, du Kenya et du Nigeria, participant à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), indique un communiqué des services de la wilaya. Dans son allocution lors de cette rencontre tenue samedi, M. Rabehi a souligné que la 4e édition de l'IATF, qu'abrite Alger depuis jeudi dernier, "bien plus qu'un simple événement économique, se veut l'incarnation de la conscience collective qui nous anime tous pour édifier un continent intégré, un continent à la volonté forte et influent", comme l'a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La wilaya d'Alger, grâce à sa position et à ses potentialités, "constitue un espace ouvert à l'investissement et au partenariat", en tant que "porte d'entrée de l'Afrique sur la Méditerranée, aspirant à devenir un hub avancé parmi les capitales du continent africain", a-t-il indiqué. M. Rabehi a également passé en revue les principaux contours de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale à l'horizon 2040, axée sur quatre plans: blanc, bleu, vert et jaune. Lors de cette rencontre, une vidéo donnant un aperçu exhaustif sur cette vision futuriste a été aussi projetée. Le gouverneur de l'Etat de Cross River (Nigeria) a, de son côté, salué les projets d'investissement dans les infrastructures, appelant à la nécessité d'oeuvrer à "enrichir les différents domaines à travers la conclusion de mémorandums d'entente entre les pays africains". Pour sa part, le gouverneur de la province de Bungoma County (Kenya) a souligné "l'importance des investissements dans l'économie et la nécessité de la coopération entre les pays d'Afrique". Au terme de la rencontre, des cadeaux symboliques ont été offerts à la délégation africaine, en reconnaissance de "leur participation active à ce rendez-vous continental important". La délégation s'est, par la suite, rendue au balcon donnant sur le front de mer de la capitale. Les activités de la 4e édition de l'IATF se poursuivent à Alger jusqu'au mercredi prochain.

IATF 2025

Des entreprises algériennes affichent leurs ambitions africaines

La 4ème édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) constitue une vitrine privilégiée pour les entreprises algériennes désireuses de consolider leur présence sur les marchés africains et de jouer un rôle moteur dans les exportations, ont affirmé des responsables et dirigeants de sociétés nationales publiques et privées.

Par R.E

Ces opérateurs, rencontrés par l'APS, se sont félicités du développement qualitatif enregistré par plusieurs secteurs en Algérie, permettant aujourd'hui de répondre aux normes internationales et d'accéder à de nouveaux débouchés. Parmi les domaines les plus représentés figurent l'électronique, l'électricité, la cimenterie, le textile et la droguerie. Ces filières, selon eux, disposent d'atouts réels pour renforcer la compétitivité du "made in Algeria" sur le continent, à travers la Foire ou encore grâce aux opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF). Le Groupe industriel Sidi Bendehiba (GISB), implanté à Mostaganem, illustre cette dynamique. Créé dans les années 1960, ce groupe privé exporte depuis une dizaine d'années vers plusieurs pays africains, dont le Sénégal, le Burkina Faso, le Soudan, la Côte d'Ivoire et l'Ethiopie. Selon son vice-président, Mohamed Khelifa, le GISB propose une large gamme de produits électriques (fils et câbles, transformateurs, lampes, prises, interrupteurs, équipements pour énergies renouvelables). "L'IATF ouvre de nouvelles perspectives pour nos exportations. Nous avons enregistré de nombreux contacts prometteurs", a indiqué M. Khelifa, soulignant que le potentiel du continent demeure immense, notamment dans l'énergie, alors que le marché national tend à être saturé. Actuellement, les exportations représentent près de 10% du chiffre d'affaires du groupe, qui a signé dimanche, en marge de la Foire, un important contrat (480 millions

de dollars) avec une société africaine (Sogelux), et ambitionne de renforcer sa présence en Afrique de l'Ouest. Le groupe Condor, pour sa part, mise sur l'IATF pour élargir son réseau de partenaires et promouvoir ses nouveautés, notamment en matière de climatisation centrale, destinée aux grandes entreprises et administrations. "Plusieurs opérateurs africains se sont rapprochés de nous pour la distribution de nos produits", a indiqué son directeur général adjoint, Mohamed Salah Daas, annonçant la signature demain lundi de six nouveaux contrats d'exportation vers l'Egypte, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, pour un montant global de plus de 50 millions de dollars. Il a également fait savoir que la Côte d'Ivoire et le Sénégal se sont montrés intéressés. Condor a déjà réalisé plus de 100 millions de dollars de chiffre d'affaires à l'export sur les trois dernières années.

L’Afrique, un “marché naturel” pour les produits algériens

Dans le même esprit, Walid Begache, directeur marketing et export de l'Entreprise nationale de production de boulonnerie, coutellerie et robinetterie (BCR), a affirmé que "l'Afrique représente un marché naturel pour le made in Algeria". La société exporte déjà vers la Mauritanie et la Tunisie et prévoit d'élargir ses débouchés à d'autres pays limitrophes. "Ces marchés restent accessibles, notre stratégie est de cibler l'Afrique et de participer à davantage de rendez-vous commerciaux internationaux", a-t-il précisé. Pour sa part, Mohamed Bou-

khit, directeur commercial du holding Textile et Cuir (GETEX), a jugé que l'exportation vers les marchés africains est prometteuse, à condition de s'adapter aux besoins en qualité et standards internationaux. GETEX, engagé dans un vaste programme de modernisation et de réouverture d'unités publiques fermées, s'oriente vers l'exportation de chaussures, maroquinerie, vêtements et tissus. "Nous répondons déjà à d'importants plans de charges au niveau national, notamment pour Sonatrach et Sonelgaz, mais nous voulons aussi nous développer à l'international", a-t-il dit. La société Mediterranean Float Glass (MFG), filiale du groupe Cevital, partage la même ambition. Spécialisée dans le verre plat, elle se présente comme "l'unique enseigne du Maghreb et l'une des plus présentes en Afrique", selon son chargé de communication, Farid Yahi. Son complexe industriel de Larbaa (Blida) produit différents types de verres destinés à l'automobile, à la menuiserie et à l'électroménager. Près de 70% de sa production est exportée. Enfin, de jeunes entreprises cherchent elles aussi à s'implanter en Afrique. C'est le cas de "Perfect Max Industry", basée à El Harrach (Alger), spécialisée dans les produits hygiéniques. D'après sa directrice marketing, Asma Razibaouene, plusieurs clients africains ont déjà exprimé leur intérêt lors de l'IATF. Sur le plan logistique, les opérateurs ont noté une amélioration sensible des conditions d'acheminement des marchandises vers l'étranger, grâce aux efforts déployés par les autorités pour faciliter les exportations.

IATF 2025

INATEL et GISB Electric décrochent de nouveaux contrats

Par Sirine R.

L'Algérie confirme son offensive économique sur le continent africain à l'occasion de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient à Alger. Plusieurs entreprises nationales, publiques et privées, viennent de conclure des contrats d'envergure, témoignant du dynamisme du «made in Algeria» et de la volonté des pouvoirs publics de renforcer l'intégration économique africaine. L'Entreprise algérienne de téléphonie (INATEL), filiale du groupe «Elec El Djazair», a signé un contrat commercial d'une valeur de 300 millions de dollars avec la société nigériane «Morefun Electronic Technology». L'accord prévoit l'exportation de deux millions de terminaux de paiement électronique vers le marché nigérian. La signature s'est déroulée en présence du ministre de la

Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, et du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache. Cet accord illustre la montée en puissance des entreprises algériennes dans les technologies numériques et la volonté de diversifier les exportations nationales au-delà des hydrocarbures. Toujours dans le cadre de l'IATF 2025, un partenariat stratégique a été conclu entre le Groupe industriel GISB Electric, implanté à Mostaganem, et SOGELUX, entreprise implantée en Côte d'Ivoire et au Sénégal, a indiqué le groupe algérien dans un communiqué. L'accord, d'un montant global de 480 millions de dollars sur trois ans, porte sur la distribution d'équipements électriques dans l'ensemble des 14 pays membres de la CEDEAO. Le marché sénégalais, considéré comme une porte d'entrée stratégique pour l'Afrique de l'Ouest, bé-

néficie du soutien institutionnel du «FESE-LEC», acteur majeur du secteur électrique au Sénégal, équivalent du Cluster industriel électrique en Algérie (CIEL). Dans une allocution, le PDG de GISB Electric, M. Kobibi Djilani Bachir, a souligné que ce partenariat «incarne la volonté partagée de bâtir une Afrique énergétiquement intégrée, technologiquement performante et résolument tournée vers un développement industriel durable». Ces deux contrats, d'un montant cumulé de près de 780 millions de dollars, viennent confirmer la stratégie algérienne de diversification économique et d'expansion sur le marché africain. L'IATF 2025 s'affirme ainsi comme une plateforme incontournable pour la conclusion de partenariats commerciaux et industriels, traduisant la volonté de l'Algérie de devenir un acteur économique central sur le continent.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M’hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

400 MILLIONS DE DOLLARS DE CONTRATS ATTENDUS À L’IATF 2025

Le pharma algérien à l’assaut de l’Afrique

L’Algérie s’affirme plus que jamais comme un acteur incontournable de l’industrie pharmaceutique africaine. À l’occasion de la 4^e édition de la foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient à Alger, pas moins de 22 opérateurs algériens du secteur pharmaceutique prennent part à l’événement, avec l’ambition de décrocher plus de 400 millions de dollars de contrats.

Par Mourad A.

Le ministre de l’Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a insisté, lors d’une conférence de presse, sur la dimension stratégique de cette participation. « Cette édition est une station importante pour renforcer la coopération africaine et consolider nos partenariats. Si nous unissons nos efforts dans le cadre du Sud-Sud, nous serons en mesure de bâtir une industrie pharmaceutique africaine garantissant la souveraineté sanitaire de nos peuples », a-t-il déclaré. Les chiffres parlent d’eux-mêmes. Alors que le marché mondial du médicament pèse 1 645 milliards de dollars en 2024, le conti-

nent africain ne représente que 27 milliards de dollars, soit 1,6 % de la production mondiale, malgré le fait qu’un Africain sur quatre souffre d’une maladie nécessitant un traitement. Une situation qui, selon le ministre, illustre à la fois une vulnérabilité préoccupante et une opportunité stratégique majeure. L’Algérie, qui dispose aujourd’hui de 218 usines pharmaceutiques, soit près de 26 % de la capacité de production africaine (640 usines au total), se place à l’avant-garde de cette transformation. Le pays a déjà franchi un cap en couvrant 82 % de ses besoins en médicaments localement, contre 67 % il y a quelques années seulement. Le fleuron national, le groupe public SAIDAL, il-

lustre ce potentiel avec la production de 196 médicaments couvrant 22 domaines thérapeutiques. Sa PDG, Mme Nabila Benygzer née Ouaret, a rappelé au micro d’Ennahar TV que l’objectif est d’élargir cette offre vers les marchés africains, en capitalisant sur la qualité et la compétitivité des produits algériens. Pour Samir Ouali, président du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), la réussite de cette stratégie passe par une implication directe des pharmaciens. « L’Algérie a réussi à couvrir plus de 70 % de ses besoins en médicaments localement, un accomplissement qui la place en position de leader continental. Mais il faut que le pharmacien reste au cœur de

cette dynamique, car il constitue le maillon indispensable entre l’industrie et le citoyen », a-t-il souligné lors d’une récente déclaration. Il a par ailleurs rappelé que l’Afrique importe encore près de 80 % de ses médicaments, une dépendance lourde de conséquences. L’Algérie entend positionner son industrie pharmaceutique comme un vecteur de solidarité sanitaire entre les peuples africains. Entre opportunités commerciales, souveraineté sanitaire et coopération Sud-Sud, Alger semble décidée à transformer ce secteur en un véritable levier d’intégration régionale et de puissance économique.

AGRICULTURE, ÉNERGIE, INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE...

L’Algérie au cœur de l’intégration africaine à l’IATF 2025

Par M A.

Alger s’est imposée cette semaine comme la véritable capitale économique de l’Afrique en abritant la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Plus qu’une simple foire commerciale, l’événement est devenu un carrefour stratégique où se croisent investissements, partenariats, innovation et diplomatie. Pour l’Algérie, il s’agit d’une vitrine idéale pour affirmer son rôle moteur dans l’intégration économique du continent, en misant sur ses forces dans l’agriculture, l’énergie, l’industrie pharmaceutique et l’innovation. S’exprimant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mouloud Khelif, consultant en stratégie internationale et en développement a expliqué que : « L’IATF, c’est bien plus qu’une exposition. C’est un forum d’investissement, un hub de recherche et d’innovation, un espace de rencontres entre start-up et PME innovantes. Alger devient, le temps de cette semaine, la capitale éco-

nomique de l’Afrique ». L’événement, lancé le 4 septembre et reparti entre le CIC et la SAFEX, accueille des milliers d’opérateurs africains et étrangers, dont d’importantes délégations venues du Japon, du Canada et de la Suisse. Il comprend également des espaces inédits comme un salon automobile africain ou encore le pavillon des industries créatives dédié à la musique, au cinéma, à la mode et à la gastronomie. Au-delà des signatures de contrats immédiats, l’IATF s’inscrit dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Ce marché unique en construction regroupe 54 pays et vise à fédérer 1,4 milliard de consommateurs avec un PIB combiné de 3 500 milliards de dollars. Son ambition est claire : doubler d’ici 2030 la part du commerce intra-africain, aujourd’hui limitée à 15 %, alors que les échanges de l’Afrique avec la Chine atteignent 20 % et avec l’Union européenne plus de 30 %. Pour le consultant, il s’agit d’un tournant historique : « Le com-

merce africain ne représente que 3 % du commerce mondial, alors qu’en 2050, l’Afrique comptera un tiers de la population mondiale. L’IATF Alger marque un avant et un après dans la prise de conscience de notre capacité collective ». Dans cette dynamique d’intégration, l’Algérie met en avant ses atouts stratégiques. L’agriculture, renforcée par de récents investissements et l’émergence de l’Agri-Tech, est devenue un pilier de la souveraineté alimentaire, un enjeu crucial révélé par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. L’énergie, où l’Algérie dispose d’une expertise reconnue, demeure un secteur central, le pays ayant déjà contribué à l’électrification régionale, comme en témoigne son soutien au Niger pour la construction d’une station électrique. L’industrie pharmaceutique s’impose également comme un secteur clé. « Nous avons des joyaux en Algérie, mais il faut un accompagnement réglementaire pour permettre à nos entreprises d’accéder aux marchés africains.

La demande est immense », a souligné Khelif. Enfin, l’innovation et la recherche constituent un autre levier, l’Algérie ayant formé plus de 60 000 étudiants africains dans ses universités, un atout de taille pour bâtir une élite continentale. Les infrastructures structurantes rappellent également la place de l’Algérie dans cette intégration : la route Transsaharienne, le réseau ferroviaire et la dorsale transsaharienne de fibre optique sont autant de projets cités par le président Abdelmadjid Tebboune pour connecter durablement les économies africaines. La diaspora joue aussi un rôle clé. Reconnu par l’Union africaine comme la « sixième région de l’Afrique », ce réseau représente plus de 200 millions de personnes hors du continent. À Alger, la Journée mondiale des diasporas africaines a mis en lumière leur contribution. Un exemple concret : l’ouverture en septembre du premier incubateur dédié à l’intelligence artificielle par un expert algérien installé au Canada. « Il ne faut pas parler de fuite des cer-

veaux, mais de talents algériens à l’international. Ils reviennent avec des compétences et des investissements qui peuvent transformer l’économie locale », a affirmé l’invité de la radio. Avec un objectif affiché de sortir 70 à 80 millions d’Africains de la pauvreté d’ici 2035 et d’augmenter le PIB continental de 450 milliards de dollars, la ZLECAF et des initiatives comme l’IATF apparaissent comme des leviers décisifs. Pour Khelif, l’essentiel repose désormais sur l’action concrète : « Les États donnent l’impulsion, mais ce sont les entreprises qui créeront la richesse et l’emploi. L’Afrique doit être décomplexée : le temps des matières premières bradées est révolu, c’est celui des partenariats gagnant-gagnant ». Entre souveraineté alimentaire, transition énergétique, industrie pharmaceutique et innovation, l’Algérie se positionne donc comme un acteur pivot de l’intégration africaine, affirmant sa volonté de conjuguer économie, solidarité et influence géopolitique.

EXPORTATION ET TRANSITION VERTE À L’IATF 2025

Holcim El-Djazair mise sur l’Afrique

Par R E.

À l’occasion de la 4^e édition du Salon africain du commerce intra-africain [IATF 2025], prévue du 4 au 10 septembre à Alger, Holcim El-Djazair confirme sa participation à cet événement majeur. L’entreprise s’inscrit pleinement dans les orientations nationales en matière de diversification économique et entend se positionner comme un partenaire stratégique et un acteur clé de l’intégration régionale. Depuis le lancement des exportations de la filière ciment, encouragées par la politique nationale de diversification, Holcim El-Djazair contribue à hauteur de 35 % des exportations du sec-

teur, soit 3,4 millions de tonnes par an. L’entreprise poursuit une dynamique de croissance orientée vers les produits finis. Plus de 40 % de ses exportations sont destinées au marché africain, un axe stratégique que Holcim entend renforcer, compte tenu de la position géopolitique de l’Algérie et de l’interconnexion qu’offre la ZLECAF. Cette dynamique repose sur une politique d’investissement ambitieuse destinée à faire de l’Algérie un hub cimentier africain, notamment dans la performance et l’efficacité de sa chaîne logistique d’exportation : augmentation des capacités de stockage en usine, acquisition d’un chargeur portuaire, mise en place d’une flotte rou-

tière dédiée, construction de nouvelles infrastructures de stockage à proximité des ports, etc. Ces choix stratégiques traduisent la volonté de Holcim El-Djazair de renforcer sa compétitivité internationale, tout en contribuant aux objectifs nationaux qui visent 29 milliards de dollars de revenus hors hydrocarbures d’ici 2030. Aussi, anticipant l’évolution de la demande des marchés internationaux ainsi que l’adoption de mécanismes d’ajustement carbone aux frontières de certains marchés, Holcim El-Djazair est fière de se positionner comme précurseur d’une démarche proactive de réduction de son empreinte environnementale allant de la révision et modernisation de ses procédés indus-

triels, la mise sur le marché de produits innovants [Airium® -mousse isolante minérale recyclable et performante, ciment ECOPlanet - 40 % d’impact CO₂, la gamme Tector™], l’introduction de camions électriques ainsi qu’une étude active des technologies de captage et stockage du carbone [CCS] ; levier indispensable pour décarboner le secteur cimentier. Par sa présence à l’IATF 2025, Holcim El-Djazair réaffirme son rôle de leader des solutions de construction à haute valeur ajoutée. L’entreprise entend tirer parti du cadre stratégique offert par cet événement pour contribuer activement à la transformation économique africaine dans une perspective durable, intégrée et compétitive.

ANGEM

Financement de 9.000 microprojets durant le premier semestre 2025

La directrice générale de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), Mme Souad Bendjemil, a révélé le financement de 9.000 microprojets au cours du premier semestre de l'année 2025, ainsi que la création de nouveaux projets en adéquation avec les orientations de la jeunesse. Dans une déclaration à l'APS, en marge de la participation de l'ANGEM à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), Mme Bendjemil a expliqué que "le nombre de bénéficiaires de services financiers et non financiers depuis la création de l'Agence, a atteint un million dans plusieurs domaines", soulignant que "9.000 projets ont été financés au cours du premier semestre 2025, dont certains portent sur de nouvelles activités adaptées aux orientations de la jeunesse". Les projets financés couvrent toutes les régions du pays, y compris les zones enclavées, où l'Agence veille à dépêcher des équipes de proximité pour assister les demandeurs de crédits dans leur inscription sur le site web dédié à cet effet, selon la même responsable, qui a insisté également sur l'accompagnement sur le terrain des porteurs de projets afin de leur permettre de développer leurs projets dans une seconde étape. Dans ce contexte, Mme Bendjemil a qualifié la présence de l'Agence à l'IATF 2025, de "très importante", s'inscrivant dans son objectif consistant à "rechercher des opportunités pour présenter et commercialiser les produits des bénéficiaires de crédits", notant "la participation de 100 bénéficiaires à cette édition".

IATF 2025

Examen du renforcement de la coopération commerciale entre l’Algérie et plusieurs pays participants

Des discussions sur les voies et moyens de renforcer la coopération commerciale et d'élargir les partenariats économiques entre l'Algérie et nombre de pays participants à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), (4-10 septembre) se sont tenues, samedi à Alger, en vue d'accroître les échanges commerciaux et de diversifier les domaines de coopération. Dans ce cadre, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni a reçu, au siège du ministère, la ministre mauritanienne du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Mint Ahmednah, avec laquelle il a passé en revue les perspectives de coopération bilatérale en matière de commerce intérieur et la mise en œuvre des mémorandums d'entente signés entre les deux pays, notam-

ment dans les secteurs de la numérisation, du registre du commerce, du contrôle du marché et de la protection du consommateur, selon un communiqué du ministère. La rencontre a également permis de mettre en avant le rôle des foires économiques en tant qu'espaces pratiques de mise en relation des opérateurs économiques et d'élargissement des opportunités d'échanges commerciaux, contribuant ainsi à la promotion des échanges tant au niveau bilatéral qu'africain, ajoute la même source. Par ailleurs, M. Zitouni a reçu le ministre du Commerce et de l'Industrie de la République fédérale de Somalie. Les deux responsables ont souligné l'importance de renforcer les relations bilatérales et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique et commerciale, au service des intérêts des deux peuples

frères. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de développer les partenariats et d'échanger les expériences et expertises, en vue de promouvoir les échanges commerciaux et de consolider les liens économiques. De son côté, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, au Palais des expositions à Alger, le ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, Parks Tau. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et l'Afrique du Sud et de la volonté des deux pays de développer les partenariats entre opérateurs économiques, afin d'élargir les échanges et à promouvoir la coopération bilatérale et continentale.

EN L'HONNEUR DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE PARTICIPANT À L'IATF

Le Premier ministre par intérim préside une cérémonie

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, samedi à Alger, une cérémonie en l'honneur des représentants de la communauté nationale établie à l'étranger participant à la Journée des diasporas africaines, organisée dans le cadre de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Lors de cette cérémonie, qui a vu la participation de plusieurs membres du Gouvernement et de responsables d'instances nationales, le Premier ministre par intérim a rappelé "l'attachement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la participation active des membres de la communauté nationale à cette 4e édition de l'IATF, notamment à travers la Journée des diasporas africaines, qui est la deuxième initiative du genre au niveau de notre continent". A cette occasion, M. Ghrieb a salué la "précieuse contribution" de la communauté nationale au succès de cette journée, à travers la "participation notable" de ses membres, soulignant que cette reconnaissance "ne relève pas de la complaisance, mais repose sur une évaluation objective fondée sur plusieurs considérations". Parmi ces considérations, précise le Premier ministre par intérim, figure "la par-

ticipation active" des membres de la diaspora aux différents panels de discussion organisés dans le cadre de cette journée. Une participation de qualité qui a, a-t-il dit, "enrichi et rehaussé la teneur des débats". Il a également évoqué "l'apport de la communauté algérienne à travers le partage de précieuses informations avec leurs frères africains sur les expériences réussies menées par des membres de la diaspora dans divers domaines, notamment économique". Ces débats ont mis en lumière de nombreux projets initiés et concrétisés par des compétences algériennes dans leur mère patrie, notamment les start-up, dont "plus de 15% ont été créées grâce au savoir-faire de nos compatriotes établis à l'étranger", a-t-il souligné. M. Ghrieb a aussi mis en avant "la présence significative et diversifiée" de la diaspora algérienne à cet événement, qui a rassemblé des représentants de différentes catégories socioprofessionnelles venus des quatre coins du monde. Une présence qui illustre, a-t-il dit, "l'attention particulière que les hautes autorités du pays accordent à leurs concitoyens établis à l'étranger". Cela "témoigne, une fois de plus, de votre attachement indéfectible à votre mère patrie, une spécificité transmise de génération en génération, traduisant la solidité de ce lien enraciné dans l'histoire", a dit le Premier ministre par intérim à l'adresse des membres de la diaspora, rappelant, sans ce sens, "le rôle décisif" et "les sacrifices incommensurables" des aïeux dans la lutte pour l'indépendance. "L'organisation par l'Algérie d'une jour-

née des diasporas africaines ne découle pas seulement de ses traditions ancestrales, qui placent la promotion de l'action africaine commune et l'intégration continentale au cœur des priorités de sa diplomatie, mais procède aussi de l'intérêt accordé par l'Etat à la communauté nationale à l'étranger", a-t-il expliqué. Il a, par là même, rappelé que l'attention particulière portée à la communauté nationale à l'étranger "participe de la volonté forte du président de la République dans le cadre de la vision ambitieuse dont il a tracé les contours au profit de cette partie intégrante de la nation", à laquelle il a consacré l'un de ses 54 engagements envers le peuple algérien, à savoir le 51e engagement (Protection de la communauté nationale à l'étranger et promotion de la participation de la diaspora au renouveau national), qui a donné lieu à la création d'un poste de secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger. Se félicitant de la présence de membres de la communauté de divers horizons venus d'une trentaine de pays, le Premier ministre par intérim a estimé que cela "reflète l'intérêt porté par l'Etat à notre communauté à l'étranger, sous la direction éclairée du président de la République, dans les différents domaines qui intéressent notre communauté et à tous les niveaux". M. Ghrieb a, par ailleurs, souligné "la volonté qui anime tout un chacun de poursuivre, de concert avec l'ensemble des partenaires, l'élargissement des acquis réalisés au profit des enfants de la communauté nationale au cours des dernières années dans divers domaines".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 31 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	77	93	62	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	509	584	434	الثوم الجاف
	Carotte	100	112	88	الجزر
	Navet	125	139	112	لفت
	Poivron	96	109	83	الفلفل الاخضر
	Piment	118	138	99	الفلفل الحار
	Courgette	100	113	87	الكوسة
	Haricot vert	202	228	177	الفصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	132	146	118	الخس
	Pomme locale	337	413	262	التفاح المحلي
	Datte	594	713	475	التمر
	Banane	437	450	422	الموز
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر
	Pastèque	74	84	65	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Raisin	221	281	162	العنب
	Viande bovine locale	1813	1933	1693	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	356	368	344	الدجاج
	(Eufs (Unité	18	19	17	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transalée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 526,00

MINES ET ÉNERGIES

Alger et Pretoria renforcent leur coopération

La coopération entre l'Algérie et l'Afrique du Sud dans le domaine de l'énergie et des mines connaît une nouvelle dynamique. Les deux pays ont réaffirmé leur engagement à consolider leur partenariat bilatéral afin d'atteindre des objectifs communs et de soutenir un développement économique durable.

Par Reda Hadi

Dans le cadre de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) à Alger, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a rencontré son homologue sud-africain du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Parks Tau. Les deux responsables ont passé en revue les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. Les discussions ont porté sur les perspectives de partenariat dans les hydrocarbures, la recherche et l'exploration des ressources minières, en particulier les métaux critiques et stratégiques essentiels aux industries liées aux énergies renouvelables. Les deux parties ont également examiné les opportunités

d'investissement dans l'électricité et la production d'équipements. En matière d'énergies renouvelables, Alger et Pretoria ont mis l'accent sur le développement de projets dans le solaire photovoltaïque, l'éolien, le stockage énergétique et l'hydrogène vert, dans le cadre de l'initiative de l'Alliance africaine de l'hydrogène vert (AGHA), présidée par l'Afrique du Sud. Les ministres ont réitéré leur volonté de hisser le partenariat bilatéral à un niveau supérieur, conformément aux orientations issues de la visite d'État effectuée en Algérie par le président sud-africain Cyril Ramaphosa en décembre 2024.M. Arkab a mis en avant les atouts du secteur énergétique et minier algérien, soutenus par un cadre juridique et réglementaire attractif pour les investisseurs. De son côté, le ministre sud-africain a exprimé la volonté de son pays d'approfondir ses relations

économiques avec l'Algérie, notamment dans les hydrocarbures et la commercialisation du gaz naturel liquéfié. Les deux parties se sont engagées à intensifier l'échange d'expertise, le transfert de technologie et la formation pour accompagner les projets énergétiques en Algérie. L'Afrique du Sud a, par ailleurs, exprimé sa disponibilité à partager son savoir-faire, en particulier dans l'exploration et la transformation des ressources minières. Pour rappel, les deux pays collaborent déjà sur plusieurs projets majeurs, notamment dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les centrales solaires. En matière minière, la coopération algéro-sud-africaine se concentre sur la recherche, l'exploration et la valorisation des ressources, avec un intérêt particulier pour les minéraux critiques tels que le lithium, le cobalt et les terres rares.

PORT DE BÉJAIA

Saisie de quantités importantes de marchandises à caractère commercial

Par R E.

Des quantités considérables de marchandises à caractère commercial, ont été saisies par les agents de l'Inspection principale de la visite aux voyageurs à la gare maritime de transport des voyageurs "Cheikh Haddad" au port de Béjaia relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes de Béjaia, compétence territoriale de la direc-

tion régionale des Douanes de Sétif, a-t-on appris dimanche dans un communiqué émanant de cette direction. Il s'agit de 593 téléphones portables de différentes marques (neufs et autres usagés), 3.000 unités de chocolat, en plus de quantités de fruits et autres aliments divers, selon le communiqué. La marchandise a été découverte lors du traitement douanier d'une traversée maritime en provenance du

port de Marseille (France), a précisé la même source ajoutant que la marchandise a été dissimulée dans les bagages et effets personnels de voyageurs, suite à la constatation d'infractions liées aux fausses déclarations et à la non déclaration de certaines marchandises. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par les services des Douanes algériennes dans la

lutte contre toutes les formes de fraude et de contournement (évasion ou contrebande) et vient consacrer l'engagement constant à appliquer strictement les dispositions de la législation et de la réglementation en vigueur dans le domaine du régime particulier relatif au traitement des voyageurs, garantissant ainsi la protection de l'économie nationale et des intérêts du trésor public.

L'OPEP+ RELEVÉ SA PRODUCTION DÈS OCTOBRE
Le quota de l'Algérie augmenté de 4.000 barils/jour

Par S R.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a pris part hier, par visioconférence, à une réunion ministérielle de huit pays de l'Opep+ engagés dans des ajustements volontaires de leur production de pétrole brut. Aux côtés du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et de plusieurs cadres du ministère, le responsable algérien a échangé avec ses homologues d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, d'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, du Sultanat d'Oman et de Russie. Les discussions ont porté sur la conjoncture du marché pétrolier mondial, ses perspectives à court terme et le suivi des engagements de réduction volontaire, incluant les mécanismes de compensation des volumes excédentaires. À l'issue des travaux, les ministres ont décidé d'un relèvement collectif mensuel de 137.000 barils/jour de la production des huit pays concernés à partir d'octobre. Pour justifier leur décision, ils ont mis en avant «des perspectives économiques mondiales stables et des fondamentaux de marché actuellement sains». Pour l'Algérie, cette décision se traduira par une augmentation de 4.000 barils/jour. Mohamed Arkab a salué une «approche prudente et équilibrée de la part de l'Opep+, insistant sur le fait que «malgré la persistance de certaines incertitudes, la demande mondiale reste globalement soutenue, mais sa croissance devrait s'opérer à un rythme plus modéré dans les prochains mois». Selon lui, cette décision traduit la volonté des pays membres d'«agir avec responsabilité, préserver la stabilité du marché, tout en gardant la flexibilité nécessaire pour ajuster leur position si les conditions l'exigent». Les huit pays de l'Opep+ ont convenu de maintenir une concertation régulière par le biais de réunions mensuelles afin d'assurer le suivi de l'évolution du marché et la mise en œuvre des mesures de compensation convenues. La prochaine rencontre est prévue pour le 5 octobre 2025.

CONSEIL D'EXPERTISES NATIONALES DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

2 500 candidatures dont 500 issues de la diaspora

Par R E

Quelque 2.500 candidatures, dont 500 issues de la diaspora, ont été recensées dans le cadre de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt, lancé au mois d'août pour la création d'un Conseil d'expertises nationales dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange, a annoncé, samedi, le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb. "Dans le cadre des fonctions que j'occu- pais à la tête du ministère de l'Industrie, nous avons lancé, en août dernier, un avis d'appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'un Conseil des experts seniors dans la construction des véhicules et la fabrication de pièces de rechange. Le recensement des différentes candi- datures que nous avons reçu est d'envi-

ron 2.500, dont 500 candidats issus de la diaspora algérienne", a déclaré M. Ghrieb, à l'occasion d'une cérémonie organisée en l'honneur des représen- tants de la communauté algérienne éta- blie à l'étranger, participant à la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Ce Conseil aura la charge de "tracer et de proposer la feuille de route et la stra- tégie de l'Etat algérien en matière de construction des véhicules et la fabri- cation de pièces de rechange", a-t-il souli- gné, précisant qu'un premier travail a été déjà mené, en collaboration avec les différentes institutions étatiques et opé- rateurs économiques, ainsi que les constructeurs qui ont affiché leur vo- lonté d'instaurer une véritable industrie automobile en Algérie. Cette démarche a conduit, ajoute M. Ghrieb, à "l'élaboration d'un projet de

référentiel national de l'intégration dans ce domaine", composé de sept li- vrables qui concernent, notamment, "les grandes lignes directrices de l'inté- gration", "la cartographie nationale qui comporte toutes les compétences hu- maines et matériels au niveau local" et "les normes et les méthodes d'homolo- gation exigées par les constructeurs". La recherche et le développement des compétences humaines, qui constituent la partie "soft" de cette intégration, fi- gurent également parmi les finalités tracées, indique M. Ghrieb, insistant, dans ce cadre, sur le rôle central de la diaspora algérienne. "Nous avons lancé un premier appel à manifestation d'intérêt et nous avons eu un premier recensement, mais je re- lance, à travers vous, un deuxième ap- pel pour toute compétence algérienne" capable de participer à la mise en place

d'une véritable industrie automobile, a- t-il dit. M. Ghrieb a noté que l'industrie auto- mobile figure comme un projet pilote qui servira de modèle pour d'autres secteurs stratégiques, tels que la télé- phonie, l'électroménager, ainsi que toute autre activité industrielle suscep- tible de réduire la dépendance aux im- portations. Après avoir affiché la nécessité de "concentrer les efforts nationaux sur les métiers sensibles et à forte valeur ajou- tée, là où l'Algérie dépense, actuelle- ment, le plus de devises", le Premier ministre par intérim a fait savoir qu'un réseau national d'appropriation et de transfert technologique sera mis en place, réitérant l'appel à la diaspora d'y adhérer pleinement.

OULED DJELLAL

Réception de 5 nouveaux établissements scolaires en prévision de la rentrée des classes

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Ouled Djellal sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par 5 nouveaux établissements d'enseignement dans les trois paliers de l'enseignement, a-t-on appris samedi auprès du directeur local de l'éducation, Slimane Kemour.

Il s'agit de la mise en service de 3 écoles primaires réalisées dans les communes de Sidi Khaled, Besbes et Ras El Miad en plus d'un collège d'enseignement moyen (CEM) à Ras El Djedar dans la commune Besbes et un lycée à Sidi Khaled, a précisé le même responsable à l'APS.

La même source a fait part également de la réalisation de 10 classes d'extension dans le palier primaire permettant d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, en plus de 8 classes similaires dans le palier moyen et 2 autres classes en cycle secondaire ainsi que 3 cantines scolaires et la réhabilitation de 29 établissements scolaires.

S'agissant de l'opération de vente du livre scolaire, il a été procédé à la réservation de 88 points de vente à travers les établissements scolaires et l'ouverture d'une exposition de wilaya du livre scolaire au CEM Cheikh Naimi à Ouled Djellal en plus de la conclusion de conventions avec 3 librairies privées pour la vente des livres scolaires, a ajouté la même source.

Selon le même responsable, la mise en service des nouveaux établissements scolaires à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire portera leur nombre à Ouled Djellal à 145 établissements (101 écoles primaires, 32 CEM et 12 lycées).

GHARDAÏA

De nouveaux projets en cours pour améliorer l'alimentation en eau potable

De nouvelles opérations dans l'hydraulique susceptibles d'améliorer l'alimentation en eau potable de la population locale sont en cours de concrétisation dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ayant fait l'objet de la visite d'inspection des autorités locales, ces projets retenus au titre des efforts de renforcement du réseau d'alimentation régulière en eau potable de qualité à la satisfaction des citoyens, consistent en la réalisation d'un château d'eau de 1.500 m3 sis au quartier Ghanem, à 45% d'avancement des travaux, en sus de la réhabilitation d'un autre similaire et la rénovation de ses conduites dans la zone de Touzouz. A ces projets devant contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population locale, vient s'ajouter la concrétisation en

cours d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 m3 au 530 m, dont les travaux sont à un taux d'avancement de 50%.

Lors de l'inspection de ces installations, le wali de Ghardaïa, Abdallah Abinouar, s'est enquis de l'état d'avancement des projets et a pris connaissance des préoccupations inhérentes au développement, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable.

Mettant à profit sa sortie de terrain, le chef de l'exécutif a inspecté le projet de réalisation d'une galerie ovoïde au projet d'assainissement, longue de 4,5 km, sus-

ceptible de renforcer la capacité du réseau d'assainissement dans la région du M'zab, prévenir des maladies à transmission hydriques (MTH), protéger les eaux souterraines contre la pollution et préserver l'environnement.

Le wali a, à cette occasion, mis en avant la mission de l'administration en termes de suivi et de contrôle des phases de concrétisation de ces projets, avant d'appeler les entreprises réalisatrices au respect des clauses des projets liées à la qualité des travaux et les délais de réalisation.

MOSTAGANEM

Plus de 3.000 logements publics locatifs en cours de réalisation

Plus de 3.000 logements publics locatifs (LPL) sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué samedi les services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu, récemment, une réunion avec les responsables de l'Exécutif consacrée à l'état d'avancement de ces programmes de logement, qui comprennent 300 logements publics locatifs inscrits au titre de l'exercice

2023 ainsi que 2.000 et 800 logements au titre de l'année 2024 (1ere et 2e tranches).

Lors de cette réunion, il a été annoncé la création d'un espace de dialogue pour la gestion des projets publics et la coordination entre les différents intervenants afin de lever toutes les contraintes et de livrer les logements dans les délais fixés, a ajoute la même source.

Concernant certains projets en retard, le wali a annoncé la programmation de rencontres

périodiques tous les mois ou deux mois pour évaluer l'état d'avancement des travaux, tout en incitant les entreprises de réalisation à respecter les cahiers des charges, notamment les délais contractuels et la qualité. Le même responsable a donné des instructions fermes pour accélérer le rythme de réalisation et d'adopter le système de travail en continu (3X8) afin d'assurer la livraison de ces projets dans les délais requis, a-t-on indiqué.

A noter que la wilaya de Mostaganem prévoit la distribution de plus de 2.500 logements, toutes formules confondues, lors de la grande opération de distribution prévue à l'occasion de la commémoration du 71eme anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution de Novembre.

Ce quota comprend 434 LPL, 130 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que plus de 2.000 aides financières destinées à l'habitat rural, a-t-on précisé. (APS)

BOUMERDES

Lancement d'un projet de raccordement de près de 3.500 foyers au gaz naturel

Un projet de raccordement de 3.496 foyers au réseau de gaz naturel a été lancé dernièrement par la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Boumerdes, à-on informé, samedi, du directeur local de l'entreprise, Hamza Sahli. Ce programme vital s'inscrit dans la continuité des actions de développement prévues pour l'année 2025, destinées à améliorer et promou-

voir la qualité des services énergétiques dans toute la wilaya, à-il précisé.

Il s'agit notamment de la réalisation en cours de 200 km de réseaux de raccordement couvrant plus de 20 villages et localités répartis sur six communes. Le projet profitera, entre autres, de 1.385 foyers des villages d'Ouled Samir, Zaouia, El-Ardja, Ouled Si Mahfoud, Ouled Ahmed, Ben Aissa, Zerarka, Touahria, ainsi que

les cités Ouled Larbaa, Haouch Baki et Touahra de la commune de Cap Djinet. A Zemmouri, 500 autres foyers seront raccordés dans les villages de Achek et Belhaddouch, tandis que 556 foyers seront raccordés aux Issers, à travers les régions de Temelkamet, Tighilt Ouchahou, Bouhefadh et Ghemrassa.

La commune de Kherrouba a, quant à elle, du raccordement de 220 foyers dans

les douars Ouled Arab, Ben Naceur, Bouchane et Hamadcha. A cela s'ajoutent 500 foyers supplémentaires qui seront raccordés à Khemis El Khechna, dans les régions de Dahmania, Haouch Chakir, Krazem et Derbal. Enfin, 275 foyers seront raccordés dans la commune de Thénia (Ouled Ali et Douar Debagha), ainsi que 60 autres du lieu dit Lakoumine, à Tidjelabine, a ajouté le même responsa-

CAMPAGNE DE RÉPARATION DES FUITES À TLEMCEN

Vers la récupération de 17.000 mètres cubes d'eau par jour

La wilaya de Tlemcen devra récupérer 17.000 mètres cubes d'eau potable par jour dans le cadre d'une campagne de réparation des fuites lancée récemment, a indiqué l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).

Lancée par la Direction générale de l'ADE, cette campagne qui se poursuit jusqu'au 10 septembre, enregistre la participation d'agents de différents services techniques de plusieurs wi-

layas et vise à réparer 377 fuites sur les canalisations de distribution et 17 sur les canalisations de production, devant permettre de récupérer environ 17.000 mètres cubes d'eau par jour, selon la même source.

Dans la wilaya de Tlemcen, 6.562 points présentant des fuites d'eau ont été réparés depuis le début de l'année en cours, ce qui a permis de récupérer 8.857 mètres cubes d'eau par jour, a-t-on ajouté.

Par ailleurs et parallèlement à cette campagne, 223 branchements seront réalisés en plus de l'installation de compteurs. D'autre part, l'unité de l'Algérienne des eaux de Tlemcen a réceptionné en marge de cette campagne deux laboratoires mobiles équipés de tous les moyens pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons, l'un destiné à l'unité de production et le second à l'unité de distribution.

La même source a souligné que dans le

cadre de la réparation des fuites, des travaux de réhabilitation du réseau vétuste du quartier "Oudjlida" dans la commune de Tlemcen sont sur le point d'être achevés.

Ce projet a été lancé par la Direction générale de l'Algérienne des eaux en coordination avec la Société générale d'études et de réalisations hydraulique "Sogerhwit" pour une enveloppe financière de plus de 184 millions DA sur une longueur de plus de 26 km. (APS)

Compétition, guerre et innovation

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n’en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l’innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

5^e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Car en réalité les séparations société et nature, civile et militaire sont des séparations factices si on pense qu’elles sont étanches. Il y aura toujours dans une société de la nature et de la société dans la nature, du civil dans le militaire et du militaire dans le civil. Et la société la plus résiliente et la plus efficace est celle qui de civile peut devenir militaire et de militaire peut devenir civile[7]. Autrement dit, celle qui peut recomposer ses différentes formes de capitaux dans les formes les plus appropriées à la situation de combat. Le militaire en temps de paix est un professionnel comme un autre. Le civil en temps de guerre ne peut se comporter comme en temps de paix. Les enfants étaient l’arme de combat des Palestiniens contre leur lent génocide ... les Israéliens tuent les enfants. À la différence des sociétés postcoloniales qui ont réussi à s’industrialiser, la force organisée n’a pas impliqué la société dans la compétition internationale de sorte à créer chez elle une demande d’organisation et chez la force organisée une offre d’organisation pour la susciter et lui répondre. Pas de capitaines d’industrie. Aussi, lorsque le modèle hiérarchique de l’entreprise militaire a été confronté aux entreprises civiles, à l’entreprise de production, la compétition ne l’a pas contraint à s’adapter au champ de la compétition sociale et de la coopération économique. Le modèle incapable de s’adapter a fabriqué des consommateurs de sécurité plutôt que des producteurs innovateurs. D’abord parce que la société était pauvre (les producteurs avaient un trop faible revenu) alors que l’État était riche de la propriété collective ; ensuite parce qu’ils en conserveront les habitudes malgré la hausse des revenus et l’absence de stratégie de différenciation sociale. Il n’y aura pas émergence de hiérarchies sociales en mesure d’organiser et de diriger les compétitions civiles. La société a été ainsi contenue dans une compétition interne autour des ressources disponibles, qui a conduit à une différenciation sociale par la consommation ostentatoire de ces ressources. Le milieu social postcolonial a ainsi été marqué par une forte propension à consommer à l’inverse des sociétés qui ont dû obtenir leur consommation de leur propension à l’épargne et à l’innovation. La capacité d’apprendre et d’innover de la société n’a donc pas été mise à l’épreuve et l’éducation n’a pas pu prendre la place qu’une telle capacité exigeait dans les préférences collectives. Les frères combattants d’hier ont tourné le dos au combat postcolonial, à la compétition internationale, leurs faiblesses leur ont fait craindre la défaite, fatigués, ils ne se sont pas engagés à accumuler les forces, à transformer les faiblesses en forces. Kateb Yacine fait allusion à des frères devenus monuments. La société croyait probablement le combat terminé, elle avait terriblement souffert du colonialisme. Et le président Boumediene me paraît aujourd’hui avoir été bien seul. De la fatigue de la société, il fera d’abord une force qui lui permettra de triompher de ses compétiteurs. Au contraire de ces compétiteurs, il était alors dans le cours que pouvaient prendre les choses. Mais il oubliera cette faiblesse ensuite, il ne veillera pas à la transformer en force et elle se retournera contre lui, comme elle s’est retournée contre ceux qui demandaient plus tôt à la

société de mener un combat qu’elle ne pouvait pas entreprendre. Il se trompa de force. Car comment demander à une société fatiguée, usée par le colonialisme, d’épargner au lieu de consommer, d’apprendre au lieu de travailler, de risquer pour expérimenter au lieu d’assurer ? Il ne fallait pas se tromper de forces. Le politique ne peut dicter aux choses leur cours ; il est dedans, probablement au-dessus, mais juste localement et pas d’un bout à l’autre, bouts par lesquels le cours des choses lui échappe. Il ne peut choisir que parmi des ouvertures, des options, des opportunités. L’organisation qui a permis de triompher de la compétition ne s’est donc pas diffusée aux nouveaux champs de la compétition, car elle n’a pas pris en compte ses propres forces et faiblesses et celles de la société. La société a consommé les ressources dont elle est propriétaire et qu’elle ne (re)produit pas. Elle a partagé ses forces et ses faiblesses avec d’autres institutions, l’école et la justice, et cela n’a pas discipliné la société par l’étude et le travail. L’organisation a méconnu la société et la société a méconnu l’organisation. L’organisation et la société se sont associées dans leurs faiblesses. Les séparations initiales de la société et de la nature, du civil et du militaire ne produiront pas les effets attendus par le modèle occidental, elles feront de la nature une faiblesse et non une force, de la société et du civil une faiblesse et non une force du militaire. Pour retrouver un milieu innovant, il faut remettre la société dans la nature, le combattant dans la société et le civil et le militaire dans le combattant. Le capital accumulé est aujourd’hui l’arme de la compétition, une arme d’abord mondiale. Le capital, la force du combat, ne peut provenir que de la transformation de la faiblesse, d’une substitution de la force à la faiblesse. Il doit être aujourd’hui le fait d’un processus d’innovation social intensif. Le processus d’innovation social intensif est le combat, le processus de transformation de la faiblesse en force, de la propension à consommer en propension à épargner et à investir, à apprendre et innover. Ce capital est à la fois humain et biophysique, social et mondial. Ses formes répondent aux différentes formes du combat. Les différentes formes de combat correspondent aux différentes capacités de transformation des faiblesses en forces, de substitution de forces à des faiblesses. Une société ne devrait livrer que les combats qu’elle est en mesure d’emporter, c’est la condition de félicité de la transformation de la faiblesse en force. Et cette transformation, selon Sun Tzu, nécessite préparation, intelligence et adaptation. On n’emporte pas de combat que l’on n’a pas ou mal préparé. On prépare mal et on s’adapte mal si on n’a pas la connaissance des forces et des faiblesses de la société et du monde. La faiblesse de l’une peut servir ou être la force de l’autre et inversement. L’autonomie de décision suppose une capacité à discriminer les champs de la compétition, ceux favorables à une progression et ceux défavorables. Ainsi avec la politique d’import-substitution on est tombé dans des champs défavorables ; avec une politique d’exportation visant une remontée de filière ou une création de filières, d’autres se sont placés dans des champs favorables.

Le combat, le combattant, les armes du combat

L’unité du social et du naturel, du civil et du

militaire, sont les conditions de l’établissement d’un processus social intensif et innovant. L’économie est un système physique de transformation de la nature et de la société. Le militaire est une figure spéciale du combattant qui apprend du combat d’une multitude en temps de paix où il va chercher ses armes, et qui en temps de guerre se donne tout entier. Il est l’exemple par excellence. Mais de quels guerriers une société peu combattante peut-elle disposer ? Quel exemple et quelles armes proposera-t-elle ? Une armée qui va chercher ses armes, sa détermination hors de sa société, ne sait pas exactement contre qui ces armes seront tournées. Une armée invincible est celle qui réussit à mobiliser toute l’énergie, toute l’intelligence de sa société. Séparer le combat du militaire du combat des civils, c’est l’appauvrir et réduire la force du combat social dont il sera diminué. Un combat qui importe ses armes ne livre pas son propre combat. Un combat qui importe des armes pour son propre combat doit disposer d’armes qui lui permettent d’asservir celles qu’il importe à son propre combat. Il faut le répéter, c’est le combat que l’on s’assigne qui doit produire sinon définir les armes qui doivent permettre de le mener. Ce ne sont pas les armes importées qui doivent définir le combat, les armes doivent être adéquates au combat. J’aimerais ici évoquer l’exemple d’un combattant. On retient de Kateb Yacine le propos selon lequel la langue française était un butin de guerre, on oublie qu’il délaissera ce butin à l’indépendance. « La francophonie est une machine politique néocoloniale, qui ne fait que perpétuer notre aliénation, mais l’usage de la langue française ne signifie pas qu’on soit l’agent d’une puissance étrangère, et j’écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français », déclarait-il en 1966[8]. On ne peut mieux définir l’arme du combat. La langue française lui a permis de s’introduire dans la société française et de parler aux Français en faveur de l’Algérie, des Algériens. À l’indépendance, ce n’est plus aux Français qu’il voulait s’adresser mais à sa société, il laissa tomber le butin de guerre. Révolutionnaire, il voulait remettre la société dans sa langue, la poésie dans la société, l’héritage et l’innovation en marche[9]. On le répètera aussi, entre la compétition et la guerre, il n’y a de différence que de degrés et d’effets. Le combat ne fait que culminer dans la violence avec la guerre qui par la violence exacerbée interrompt la compétition. La guerre n’est qu’une compétition dans laquelle la violence intervient. La guerre intervient quand la force veut imposer des règles, des champs à la compétition. Sous l’hégémonie occidentale, la violence a fixé les règles (le Droit) et les conditions de la compétition. Ce n’était pas la compétition mondiale qui fixait les règles, mais les règles que se fixaient à elles-mêmes les puissances occidentales dans la compétition mondiale, le droit n’était pas immanent au champ de la compétition, il était un Droit imposé par la compétition occidentale dans la compétition mondiale. Mais dans ces compétitions réglées par la force, le vainqueur est connu d’avance. Contrairement à la stratégie chinoise où les compétiteurs n’ont pas besoin d’une entité extérieure détenant le monopole de la violence pour faire respecter un droit au-dessus des compétiteurs. Il suffit de respecter l’égalité et la réciprocité. Les compétiteurs co-déterminent les règles de la compétition

en fonction de ses attendus. La Chine peut remettre en cause les règles de la compétition en poussant la compétition à son maximum sans recourir à la guerre, il peut-être dit qu’elle tient cette disposition de la confiance qu’elle a en sa compétitivité. Elle ne peut perdre une compétition basée sur l’égalité, le respect et la réciprocité. Et cela jusqu’à ce que le monde ait appris d’elle les raisons de cette confiance et les lui emprunte.

En guise de conclusion

J’aimerais terminer ce texte sur une note particulière : un héritage se fabrique, un héritage croît ou dépérit. Un héritage s’accumule toujours à partir d’un point de départ particulier, un point de départ non disputé, non chahuté que l’on le reprend constamment. Il aura une bonne ou mauvaise prise sur le cours des choses, il fait corps ou non avec le cours des choses. Un destin se fabrique dans le cours des choses, il dessine une trajectoire, un trajet parcouru dans le cours des choses. Il est consistant ou inconsistant. Un héritage est donc une part de passé et une part d’avenir. La question qui se pose alors est, dans les temps qui courent, que signifie accumuler, qu’est-ce qui peut s’accumuler, qu’est-ce qui peut durer, faire du vivant consistance ? Qu’est-ce que du passé peut servir l’avenir ? Qu’est-ce-que de l’accompli peut encore s’accomplir ? Les guerres ramènent au point de départ, elles détruisent pour redistribuer les cartes de la compétition. On considérera le point de départ comme ce qui s’est accumulé et ne cesse de s’accumuler malgré les destructions. C’est ce qui reprend vie même dans des ruines. Entre compétition, guerre et innovation, chacun des trois termes peut conduire aux autres. Subir une compétition, c’est subir une destruction progressive qui éloigne du point de départ ou y ramène. Dans notre cas, l’innovation a poursuivi la guerre qui a été faite à notre société par le colonialisme, nous y avons égaré notre point de départ et par conséquent le pouvoir d’accumuler. Il est encore disputé par le point de départ que le colonialisme a imposé. Le point de départ, ce sont des dogmes ou des postulats, sur lesquels on s’appuie, se barricade ou se développe. Pas besoin d’opposer strictement dogmes et postulats, tous deux ne sont interrogés que par leurs conséquences. Un postulat se transforme en dogme et un dogme en postulat, tout dépend de ce que l’on en fait. Un postulat qui cesse d’être fécond se transforme en dogme. Un dogme qui affronte l’expérience se transforme en postulat. Le point de départ a un idéal, l’idéal d’une trajectoire réussie, d’un accomplissement. Le point de départ peut-être plus sûrement ce que l’on peut appeler des structures fondamentales et que développera une expérimentation du monde.

Notes

[7] Israël est un exemple édifiant. Les EAU suivant l’exemple.
[8] Wikipedia
[9] Voir Le génie est collectif in Kateb Yacine, éclats de mémoire. IMEC, Paris, 1994 et <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-nuits-de-france-culture/kateb-yacine-grace-a-la-langue-francaise-j-ai-ete-pris-d-une-espece-de-passion-de-la-poesie-7141034>.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

EGYPTE

Le Caire accélère l'exploration face à la chute de la production gazière

La production gazière de l'Égypte a significativement décliné ces derniers mois alors que le champ Zohr, qui assurait au pays son indépendance, a vu sa production chuter fortement. Des forages supplémentaires sont en cours pour tenter de l'optimiser. L'Égypte intensifie ses efforts pour relancer son secteur gazier, marqué par un déclin soutenu de la production depuis plus d'un an. Selon des informations relayées samedi 30 août, le ministère du Pétrole et des Ressources minérales a annoncé la signature de quatre accords d'exploration pour le forage de dix puits en Méditerranée et dans le delta du Nil. Dans le détail, ces contrats totalisent un budget de 343 millions de dollars qui seront investis dans le cadre de partenariats entre EGAS, la société publique du gaz d'Égypte, et les multinationales Shell, Eni, Arcius Energy et Zarubezhneft. Concrètement, Shell vise le forage de trois puits offshore sur le bloc de Merneith pour 120 millions de dollars. Eni, déjà très impliquée dans l'exploitation du champ Zohr, forera trois puits à East Port-Saïd pour 100 millions de dollars. L'investissement sera complété par 109 millions de dollars sur le bloc de North Damietta via Arcius Energy, joint-venture entre BP et ADNOC et par 14 millions de dollars engagés par la société russe Zarubezhneft pour quatre puits terrestres à North El-Khatatba. Deux mois plus tôt, en juin 2025, EGAS avait attribué six blocs, dont quatre en Méditerranée, un dans le delta du Nil et un au Nord-Sinaï, pour 245 millions de dollars et au moins 13 puits d'exploration. Un développement qui illustre l'accélération de l'exploration gazière face à l'érosion de la production. Selon la Joint Organisations Data Initiative (JODI), la production gazière de l'Égypte est tombée à 3,5 milliards de m³ en mai 2025, contre plus de 6 milliards de m³ par mois en 2021. Cette chute a conduit l'Égypte à importer du gaz naturel liquéfié (GNL), avec 40 à 60 cargaisons négociées pour un coût total de près de 3 milliards de dollars. À court terme, le succès de cette stratégie d'exploration dépendra de la réussite des forages et de la rapidité à mettre en production les découvertes potentielles.

MAURITANIE

Toyota Tsusho sur un projet de dessalement d'eau alimenté au renouvelable

Dotée de ressources éoliennes et solaires de premier plan, la Mauritanie cherche à faire de ces atouts naturels des leviers de développement durable. La région de Dakhlet Nouadhibou concentre une partie de ces ambitions, entre sécurité hydrique et transition énergétique.

La signature la semaine dernière d'un protocole d'accord entre le ministère mauritanien de l'Hydraulique et Toyota Tsusho pour construire une usine de dessalement alimentée aux énergies renouvelables s'inscrit dans la trajectoire particulière de la ville Nouadhibou. Zone franche et hub industriel, cette dernière s'impose progressivement comme laboratoire de l'intégration entre eau, énergie et industrie. Toyota Tsusho réalisera avant décembre 2025 l'étude de faisabilité pour ce projet d'une capacité de 50 000 m³/jour, avant de soumettre une offre d'exécution et de financement avec le concours de bailleurs de fonds japonais et internationaux. Un projet qui reflète la volonté des autorités mauritaniennes de répondre à

la demande croissante en eau potable tout en limitant les émissions de CO₂. Au-delà de la ville, c'est l'ensemble de la région de Dakhlet Nouadhibou qui se positionne comme un pôle stratégique de transition énergétique. Elle abrite déjà un parc éolien opérationnel de 100 MW, qui contribue à la sécurisation de l'approvisionnement électrique. Elle accueille aussi quelques-uns des principaux projets d'hydrogène vert à l'étude dans le pays. Ainsi, CWP Global avec le projet AMAN, Chariot Green Hydrogen et TotalEnergies H2 avec le projet Nour, évaluent tous des plans d'installations de grande envergure dans cette région riche en ressources éoliennes de classe mondiale et en ensoleillement élevé. L'usine

de dessalement s'inscrit donc dans une dynamique qui relie eau et énergie. Elle permettra de sécuriser l'accès à l'eau potable pour une région en pleine croissance, mais aussi d'accompagner le développement industriel de la zone franche et des futures infrastructures énergétiques. Cette intégration entre ressources renouvelables, besoins en eau et diversification économique reflète une tendance régionale, déjà visible au Maroc et en Égypte où le dessalement alimenté par les énergies propres gagne du terrain. Pour Toyota Tsusho et le Japon, l'accord signé en marge de la TICAD 9 (9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) illustre une volonté de renforcer leur empreinte en Afrique.

TUNISIE

Etudiants et emploi au cœur d'un partenariat clé avec la Chine

Face à un chômage des jeunes élevé et à la compétition internationale pour les talents africains, la coopération avec des partenaires étrangers comme la Chine ouvre de nouvelles opportunités de formation, de compétences et d'emploi pour les jeunes diplômés. Dans un entretien accordé à Tunis Africa Press Agency dans le cadre du salon Chine-États arabes, Anis Touati, diplomate à l'ambassade de Tunisie à Pékin, a présenté les retombées concrètes du partenariat Tunisie-Chine pour les étudiants et l'économie nationale. Selon ses propos, des programmes tels que Seeds for the Future et la Huawei ICT Academy permettent aux étudiants tunisiens de briller à l'international, en remportant

des médailles et des certifications. Un accord scientifique et technologique récent vise également à renforcer la recherche et à stimuler l'innovation. Les jeunes formés dans le numérique, l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables et la santé acquièrent des savoir-faire recherchés, renforçant leur employabilité. Cette coopération favorise l'émergence de start-up innovantes et attire des investissements étrangers, créant un cercle vertueux entre formation et développement économique. Selon l'Institut national de la statistique (INS), 60,3% de la population tunisienne était âgée de 15 à 59 ans en 2024, tandis que l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait le taux de chômage des jeunes à 39,2% la même année.

Ces chiffres soulignent l'urgence de renforcer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. L'alliance avec la Chine contribue à un transfert technologique et au renforcement des infrastructures stratégiques, favorisant la compétitivité et la création d'emplois qualifiés. La pérennité de cette dynamique dépendra de la capacité de la Tunisie à transformer ces initiatives en projets innovants et emplois durables. D'autres pays africains illustrent cette voie avec des résultats encourageants. Selon l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT), ces échanges de formateurs et d'étudiants renforcent l'expertise des jeunes dans des secteurs stratégiques et améliorent leur employabilité.

Au Bénin, le soutien chinois à la formation technique et professionnelle se concrétise au Lycée Technique d'Amitié Sino-Béninoise d'Akassato. Le gouvernement indique que quatre centres de formation seront bientôt aménagés afin de répondre aux besoins du marché du travail dans l'électronique, l'électrotechnique, l'informatique et la fabrication industrielle. Pour consolider ces acquis, il est essentiel de mettre en place un suivi rigoureux des compétences, de soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et de renforcer les accords bilatéraux, tout en diversifiant les partenariats technologiques et académiques à l'échelle régionale.

PLATEFORME DE RÉSERVATION DE DEVICES EN LIBYE

Etapes et conditions clés

Depuis plus d'une décennie, l'économie libyenne est minée par des troubles politiques et des divisions institutionnelles qui pèsent lourdement sur la vie quotidienne des citoyens. Bien que la Libye détienne les plus grandes réserves pétrolières d'Afrique et que son budget dépende à plus de 90 % du pétrole, cette dépendance fragile expose le pays aux aléas des conflits politiques et des affrontements armés, entraînant la fermeture répétée des champs et ports pétroliers. Résultat : une production fluctuante et une chute constante des

revenus. Parallèlement, le pays fait face à un déficit chronique dans son budget national et à un système financier fragmenté entre l'Est et l'Ouest, plaçant la Banque centrale libyenne au cœur d'une lutte politique et économique entre factions rivales. Début avril 2025, la Banque centrale a abaissé la valeur du dinar de 13,3 % face au dollar, faisant passer le taux officiel de 4,48 à 5,5677 dinars pour un dollar. Cette mesure a été accompagnée d'une réduction de la taxe sur l'achat de devises étrangères, passant de 20 % à 15 %. Mais l'impact s'est senti directe-

ment dans les prix des produits importés, ainsi que sur les coûts liés aux voyages, aux soins médicaux ou aux études à l'étranger, alourdissant davantage le fardeau des ménages déjà affectés par une faible capacité d'achat. La crise est accentuée par l'existence d'un marché parallèle où le dollar s'échange autour de 7,50 dinars, soit un écart de plus de 30 % avec le taux officiel, signe d'une rareté des devises officielles et d'une défiance persistante envers les institutions financières. En outre, la circulation de faux billets, dont certains auraient été imprimés en Rus-

sie pour financer les parties belligères, complique encore la situation, sapant la confiance dans la monnaie nationale. Pour contrer ces difficultés, la Banque centrale libyenne a lancé la plateforme officielle « Réservation de devises étrangères », aussi appelée « Système des besoins personnels ». Cette solution permet aux citoyens d'acquérir des devises au taux officiel, avec un plafond annuel limité à 4 000 dollars par personne. L'objectif est de réguler la demande, renforcer la transparence et limiter le recours au marché noir.

CAMEROUN

Le remplacement des exonérations fiscales par le crédit d'impôt inquiète les industriels

Au Cameroun, le débat sur les incitations fiscales reflète un conflit persistant entre la nécessité de maintenir un certain niveau de recettes publiques et la volonté d'attirer des investissements productifs. Confrontés à des coûts élevés et à des marges réduites, les industriels craignent que les récentes réformes ne profitent globalement qu'aux grandes entreprises rentables.

Dans la dernière édition des « Chroniques de l'industrie », la « note d'informations et d'analyses » du Syndustricam, le Syndicat des industriels du Cameroun, cette organisation syndicale livre une lecture critique de l'ordonnance signée le 18 juillet 2025 par le président Paul Biya. Cette dernière réforme en profondeur la loi d'avril 2013 portant incitations à l'investissement privé en République du Cameroun, déjà modifiée une première fois en 2017. L'une des innovations majeures de l'ordonnance est l'instauration des crédits d'impôts au profit des porteurs de projets d'investissements, en lieu et place des exonérations fiscales sur 5 à 10 ans, sur lesquelles reposait le texte de 2013. Concrètement, désormais, « au lieu d'exo-

nérer temporairement l'entreprise de toute charge fiscale, l'État lui accorde un droit à déduire une partie de son investissement de l'impôt sur les sociétés à payer. Les taux affichés sont ambitieux : 25% du montant investi pour un projet standard, 50% pour les investissements réalisés dans les zones prioritaires et jusqu'à 75% pour ceux implantés dans des zones particulièrement enclavées » note le Syndustricam. A en croire cette organisation syndicale, « sur le papier » le nouveau dispositif « paraît séduisant, car l'avantage devient ainsi proportionnel à l'effort consenti [par l'investisseur, NDLR], ce qui donne une logique de justice et de transparence plus marquée que les exonérations en bloc de l'ancien régime ». Le Syndustricam rap-

pelle par ailleurs que la disposition nouvelle consacrant la substitution des exonérations fiscales par le crédit d'impôt est assortie « d'une clause de report sur cinq ans, qui permet d'étaler l'avantage si les bénéfices ne sont pas immédiatement suffisants pour l'absorber ». Des cadeaux fiscaux jugés inefficaces Cependant, l'application de cette réforme n'est pas gagnée d'avance selon le syndicat. « D'abord, un crédit d'impôt n'est réellement utile que si l'entreprise génère assez rapidement des bénéfices impossibles. Or, beaucoup de projets industriels ne dégagent pas de profits dans les premières années de fonctionnement, ce qui risque de transformer le crédit en avantage théorique, impossible à imputer » explique le Syndustricam.

MALI

Bamako délivre un permis pour exporter du lithium de Bougouni via le port d'Abidjan

La mine de lithium de Bougouni est entrée en production en février 2025 au Mali. Depuis plus de six mois, son propriétaire ne peut cependant expédier le lithium vers son acheteur chinois, faute de permis d'exportation. Bamako désirent s'assurer que le lithium est vendu aux prix

du marché. Le gouvernement malien a accordé à Kodal Minerals un permis d'exportation pour le concentré de spodumène produit à la mine de lithium Bougouni. L'opérateur britannique a annoncé jeudi 4 septembre que les premiers convois devraient bientôt rejoindre un port en Côte d'Ivoire.

Selon les précédentes communications de Kodal, la production de lithium de Bougouni sera expédiée par le port ivoirien d'Abidjan vers l'acheteur chinois Hainan Mining. Le permis autorise un volume initial de 125 000 tonnes, sous réserve du respect de plusieurs conditions. Il s'agit du recours à

des transporteurs maliens et au paiement des taxes, droits et redevances dus. Kodal précise avoir déjà conclu un accord avec « une importante société de transport malienne », dont la flotte de camions sera mobilisée dès que possible sur le site.

BURKINA FASO

La TVA sur l'aliment poisson exonérée pour soutenir le secteur halieutique

Le poisson constitue l'un des aliments de base de la population au Burkina Faso. Le gouvernement prévoit de couvrir 50% des besoins nationaux d'ici 2025. Au Burkina Faso, le gouvernement a consenti à une exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

sur l'aliment poisson afin de soutenir les efforts de croissance du secteur halieutique. L'annonce a été faite le jeudi 4 septembre 2025 dans un communiqué publié par la présidence, à l'issue du Conseil des ministres. L'exemption de cette taxe entre dans le cadre de la modification

du Code général des impôts. Elle devrait permettre de réduire les charges fiscales des acteurs de la filière halieutique, alléger les dépenses des ménages et encourager l'investissement des opérateurs privés dans le secteur. Le gouvernement a mis en place l'« Offensive agro-pastorale et ha-

lieutique 2023-2025 » (OPAH) en vue d'augmenter la production dans huit filières clés, dont le poisson, la volaille et le riz. L'OPAH prévoit entre autres de répondre à 50% des besoins nationaux de consommation en poisson. L'objectif global est de combler

les besoins alimentaires de la population, de ne plus dépendre des importations de produits alimentaires de grande consommation et d'atteindre la souveraineté alimentaire. Le coût de l'OPAH est estimé à 592 milliards FCFA, selon le ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques.

CONGO-BRAZZAVILLE

Un site d'exploration en mer de 1000 km² octroyé à TotalEnergies

La multinationale pétrolière française TotalEnergies est le principal producteur d'hydrocarbures du Congo-Brazzaville. Une position appelée à se renforcer, selon la compagnie, grâce à de nouveaux investissements dans l'offshore. Conformément à sa volonté de faire face à la chute de la production nationale d'hydrocarbures ces dernières années, le gouvernement congolais a octroyé à TotalEnergies un permis de prospection de 1000 km² situé en mer, dans la zone dite de Nzombo. TotalEnergies a officialisé l'informa-

tion lundi 1er septembre. La multinationale détiendra 50 % de ce « permis d'exploration prometteur », aux côtés de QatarEnergy (35 %) et de la Société nationale des pétroles du Congo (15 %). Dans le cadre de ses engagements sur ce permis, dont la durée n'a pas été précisée, TotalEnergies et ses partenaires prévoient de mobiliser les moyens techniques pour lancer les travaux de forage rapidement. Un premier puits d'exploration est prévu avant la fin de l'année. Le permis Nzombo se situe à une cen-

taine de kilomètres de la côte congolaise, à proximité du permis Moho, exploité depuis plusieurs années par TotalEnergies via sa filiale locale. La localisation permet donc de capitaliser sur des infrastructures déjà présentes dans la région. L'octroi de ce permis s'inscrit dans la stratégie du Congo-Brazzaville de stimuler sa production pétrolière dans un contexte de déclin de certains gisements matures. Le pays a annoncé fin 2024 son objectif d'atteindre 500 000 b/j d'ici 3 ans, contre environ 262 000 b/j en 2023, selon les données de l'Or-

ganisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Ce développement renforce la présence opérationnelle de TotalEnergies dans le secteur des hydrocarbures du Congo, où elle est active depuis près de 60 ans. L'entreprise française reste aujourd'hui le premier producteur grâce au projet Moho, dont la capacité avoisine 100 000 b/j. TotalEnergies cible l'ajout de nouveaux puits, notamment sur Moho Nord, afin de stimuler la production. En avril, le groupe a évoqué un investissement de 500 à 600 millions de dollars pour cet objectif.

CAMEROUN

Le pari gagnant de la pisciculture pour améliorer les conditions de vie des populations

Dans les régions du Littoral et du Sud-Ouest du Cameroun, les bassins piscicoles ne sont plus seulement des lieux de production, mais de véritables pôles d'opportunité et de transformation économique. Grâce au Projet de développement des chaînes de valeur de l'élevage et de la pisciculture (PD-CVEP), financé pour 84 millions d'euros par la Banque africaine de développement et mis en œuvre par le ministère camerounais de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, une dynamique nouvelle insufflée de l'espoir aux pisciculteurs, notamment aux jeunes et aux femmes. Au cœur de cette transformation : la distribution de 2 600 géniteurs de clarias, une variété de silures africains à haut potentiel avec un taux de croissance élevé, une faible teneur en matières grasses et un faible taux de mortalité, produits par l'Institut de recherche agricole pour le développement. Ces géniteurs présentent des performances nettement améliorées : ils atteignent la taille de commercialisation soit 350 à 500 grammes en 5 à 6 mois, contre 8 à 9 mois auparavant, et affichent un taux de survie des alevins de 80 à 85 %, contre environ 60 % pour les anciennes souches. Chaque femelle peut produire 15 000 à 20 000 alevins par cycle, avec jusqu'à trois cycles par an. Au total, 50 éclosiers ont été sélectionnées pour la phase de pré-vulgarisation. Le projet permet d'améliorer la qualité génétique des poissons produits, de renforcer l'autonomie des éleveurs et de répondre au défi national de la sécurité alimentaire.

BOURSES ET TAUX D'INTÉRÊT

En recul après les chiffres du chômage américain

Les Bourses et les taux d'intérêt reculent nettement vendredi, après la dégradation du marché du travail en août aux Etats-Unis, qui accroît la crainte d'un ralentissement économique mais renforce le scénario d'une baisse des taux imminente de la banque centrale américaine (Fed).

En Europe, Paris a perdu 0,31%, Francfort 0,73% et Milan 0,91%. Londres est restée à l'équilibre (-0,09%). A Zurich, le SMI a cédé 0,10%. A Wall Street, vers 15H40 GMT, le Dow Jones cédait 0,55%, l'indice Nasdaq 0,22% et le S&P 500 reculait de 0,46%. Le marché du travail a continué de se dégrader en août aux Etats-Unis, avec un taux de chômage en progression, à 4,3%, selon les données officielles publiées vendredi par le ministère du Travail américain. La première économie mondiale a créé seulement 22.000 emplois le mois dernier, un niveau bien inférieur à ceux auxquels les Etats-Unis étaient habitués. Les analystes s'attendaient à 75.000 créations d'emploi, selon le consensus publié par MarketWatch. Dans ce contexte, les marchés d'actions

"actent le ralentissement de l'économie", ce qui explique leur recul, a estimé Pierre-Alexis Dumont, directeur des investissements chez Sycomore. Mais ces chiffres confortent aussi pour les investisseurs le scénario d'un assouplissement monétaire de la Fed dès septembre, alors que son président Jerome Powell a récemment ouvert la porte à une baisse des taux réclamée de longue date par le président américain Donald Trump. Ils "pourraient exercer une pression plus forte sur la Fed pour qu'elle réduise ses taux", selon Kathleen Brooks, analyste pour XTB. Résultat, les taux d'intérêt reculent nettement. Le rendement de l'obligation d'Etat américaine à échéance 10 ans tombait à 4,06%, contre 4,16% jeudi en clôture. A deux ans, il reculait à 3,46%

contre 3,59%. Le dollar cédait 0,88% face à la monnaie unique européenne, à 1,1752 dollar pour un euro. "Ces données augmentent les chances d'une baisse des taux de la Fed ce mois-ci", lors de la réunion de l'institution les 18 et 19 septembre, a expliqué Christian Hantel, gérant de portefeuille chez Vontobel. Un marché du travail qui se détériore est perçu comme un signe de ralentissement économique, donnant davantage

de marges de manoeuvre à la Fed pour assouplir sa politique monétaire, ce qui fait reculer les taux d'intérêt dans l'économie. "Ce rapport sur l'emploi garantit pratiquement une baisse des taux en septembre et pourrait déclencher des discussions sur une première baisse importante", a jugé Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique pour Lombard Odier IM.

CAC 40

Paris recule, entre incertitude politique et emploi américain

La Bourse de Paris a reculé les yeux rivos sur l'incertitude politique en France et digérant la dégradation du marché du travail en août aux Etats-Unis, qui accroît la crainte d'un ralentissement de la première économie mondiale. Le CAC 40 a perdu 0,31% à 7.674,78 points. Jeudi, il avait cédé 0,27%. Sur l'ensemble de la semaine, il a perdu 0,38%. "Les marchés sont dans l'attentisme, avant le vote de confiance du gouvernement de François Bayrou", alors qu'"aucun consensus politique ne semble se dessiner", explique Pierre-Alexis Dumont, directeur des investissements chez Sycomore. Lundi après-midi, M. Bayrou engagera la responsabilité de son gouvernement sur une déclaration de politique générale portant sur le "constat" de l'endettement et l'ampleur du remède à administrer dans les budgets 2026. Son avenir ne semble tenir qu'à un fil car l'ensemble des oppositions ont déjà annoncé qu'elles ne voteraient pas la confiance. Autre point d'attention majeur des marchés: les derniers chiffres de l'emploi américain. Le marché du travail a continué de se dé-

grader en août dans la première économie mondiale, avec un taux de chômage en progression à 4,3%, selon les données officielles publiées vendredi. Les Etats-Unis n'ont créé que 22.000 emplois le mois dernier, un niveau bien inférieur à ce à quoi ils sont habitués. Les analystes s'attendaient à 75.000 créations d'emploi, selon le consensus publié par MarketWatch. Dans ce contexte, les marchés d'actions "actent le ralentissement de l'économie", d'où leur recul, estime Pierre-Alexis Dumont. En revanche "ce rapport sur l'emploi garantit pratiquement une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en septembre", estime Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique pour Lombard Odier IM. Cela "donnerait davantage de manoeuvre à la Banque centrale européenne pour réduire elle même ses taux prochainement", estime Pierre-Alexis Dumont. Résultat, les taux d'intérêt des Etats européens ont nettement reculé: le rendement de l'emprunt français à échéance dix ans, référence, a atteint 3,45%, contre 3,49% la veille en clôture.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 04 Septembre 2025					
Valeur : 08 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8384	129.8534
1	EUR	EURO		151.2358	151.2662
1	GBP	POUND STERLING		174.2797	174.3233
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4804	87.4964
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1813	18.1852
1	CHF	SWISS FRANC		161.1498	161.2485
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.9904	94.0081
1	DKK	DANISH KRONE		20.2600	20.2671
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7401	13.7440
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8712	12.8754
1	AED	UAE DIRHAM		35.3475	35.3554
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6014	34.6073
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4472	424.6351
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1774	44.6213
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2959	14.2976
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8586	23.9808
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2517	3.2618
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3791	177.3791

MÉTAUX PRÉCIEUX

«L'or bat un nouveau record vendredi et clôt une semaine hors norme»

Le cours du métal précieux s'est envolé le 5 septembre à près de 3 600 dollars l'once. Un engouement lié aux tensions géopolitiques et à l'incertitude sur la politique monétaire américaine, explique Laurence Girard, journaliste économique au « Monde ». Bingo pour le lingot ! L'or a décroché le gros lot. Le cours du métal pré-

cieux a, en effet, franchi la barre des 3 500 dollars (2 977 euros) l'once de 31,10 grammes, mardi 2 septembre, et a même été négocié à 3 578 dollars l'once en séance le lendemain avant de se replier légèrement. Il s'enflammait à nouveau vendredi 5 septembre et, emporté par son élan, frôlait les 3 600 dollars l'once. Un niveau historique pour clore une se-

maine hors norme qui a vu le précédent record établi le 22 avril (3 500 dollars en séance) purement et simplement pulvérisé.

Le cours de l'or dépasse son niveau record de 3 500 dollars l'once

Porté par cette trajectoire ascendante, le métal jaune caracole en

tête du classement des meilleures performances de matières premières avec une progression de plus d'un tiers depuis le début de l'année. Et un quasi-doublement en trois ans. Quand les nuages s'amoncellent, l'or étincelle. Or, l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche a contribué à assombrir encore les perspectives économiques. Ses annonces

tonitruantes de taxes douanières imposées ou non au gré de ses impulsions et de ses volte-face avaient déjà alimenté la poussée de fièvre d'avril. Début août, les marchés ont aussi été ébranlés par la publication d'un règlement des douanes assujettissant les lingots à une taxation à leur entrée sur le territoire américain.

SELON GARTNER

Le chiffre d'affaires mondial des semi-conducteurs devrait augmenter de 12,6 % en 2025 pour atteindre 705 milliards de dollars américains

Cette évolution sera tirée par la demande en matière d'IA et fera suite à une année 2024 solide, qui a vu les revenus des semi-conducteurs atteindre 626 milliards de dollars, soit une hausse de 18,1 % par rapport à 2023, a indiqué l'analyste de marché. Les prévisions de l'étude de marché

pour 2025 sont inférieures aux 15 % prévus par Future Horizons, mais supérieures aux prévisions les plus récentes des World Semiconductor Trade Statistics, qui s'élèvent à 11,2 %. Semiconductor Intelligence estime que la croissance du marché des puces en 2025 ne sera que de 6 %.

Samsung Electronics est le fournisseur de semi-conducteurs le mieux classé par Gartner en 2024, avec une augmentation des ventes annuelles de 62,5 %, ce qui lui permet de devancer Intel, qui occupe la deuxième place. Nvidia a grimpé à la troisième place avec des ventes de puces qui ont presque doublé en rai-

son de la demande pour ses puces d'accélération de l'IA. Les fabricants de mémoires SK Hynix et Micron ont également enregistré de fortes augmentations de leurs ventes. Dans le cas de Micron, Samsung et SK Hynix, les ventes ont été stimulées par des prix de vente moyens élevés pour la mémoire, en

particulier pour la mémoire à large bande passante (HBM) en demande pour l'accélération de l'IA dans les centres de données. Le chiffre d'affaires des puces vendues pour les applications de centres de données a presque doublé en 2024 pour atteindre 112 milliards de dollars américains, selon Gartner.

POUR CONTRER TRUMP

Le Canada mise sur des grands projets d’infrastructure

Ports, autoroutes, mines, pipelines... Bousculé par les attaques de Donald Trump, le Canada se lance dans une série de grands projets pour diversifier ses activités, rompre sa dépendance au marché américain et éviter une crise économique.

Dès son élection en avril, le Premier ministre Mark Carney avait annoncé la couleur: "Construisons à tout-va" ("build, baby, build"), avait-il lancé, détournant un célèbre slogan du président américain et promettant la plus grande transformation de l'économie canadienne depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans cette optique, fin août, le gouvernement a annoncé la création d'un bureau spécial dédié à la mise en œuvre des grands projets après avoir fait passer une loi en juin pour accélérer les processus d'approbation. Et dans quelques jours, la liste des projets prioritaires sera rendue publique. Le point de départ de cette nouvelle politique: la dégradation soudaine de la relation avec les Etats-Unis depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

L'imposition de droits de douane par le président américain et ses menaces d'annexion du pays ont provoqué un électrochoc au Canada qui a pour premier partenaire économique son unique voisin du sud. Le gouvernement libéral de Mark Carney, élu sur la promesse qu'il saurait tenir tête à Donald Trump, veut donc relancer les grands travaux tout en diversifiant ses partenaires économiques et en se rapprochant de l'Europe notamment.

“Réflexion profonde”

"Notre gouvernement est en voie de débloquer 500 milliards de dollars pour investir dans des infrastructures, entre autres énergétiques et portuaires", a précisé fin août Mark Carney au côté du chancelier allemand avec lequel il venait de conclure une

entente sur les minéraux critiques. Pour Jay Kohsla, expert du secteur énergétique, le Canada est à un moment charnière. "On sait que notre économie est en péril", explique à l'AFP cet ancien haut fonctionnaire, ajoutant que Donald Trump a fourni une occasion unique pour "une réflexion profonde". Selon lui, les deux à trois prochaines années seront déterminantes pour le pays "pris au piège", alors que le taux de chômage a atteint 7,1 % en août, le niveau le plus élevé depuis 2016, hors pandémie. Mark Carney compte notamment s'appuyer sur les immenses richesses du sous-sol canadien pour faire du pays une "superpuissance énergétique" en développant les énergies renouvelables mais aussi fossiles.

BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

L’euro numérique sera “rentable” pour les prestataires de services de paiements

La Commission européenne estime que le déploiement de l'euro numérique dans l'ensemble de la zone euro coûterait entre 2,8 et 5,4 milliards. S'il est lancé, l'euro numérique sera "rentable" pour les prestataires de services de paiement, a assuré Piero Cipollone, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), ce jeudi. "Nous n'avons pas l'impression que ce projet sera déficitaire. Je pense que c'est une hypothèse qui doit être prou-

vée", a déclaré Cipollone aux membres de la commission des affaires économiques du Parlement européen à Bruxelles. "D'après ce que nous savons, l'adoption de l'euro numérique ne sera pas suffisamment importante pour mettre en danger la stabilité financière, mais elle sera suffisante pour inciter la banque centrale à financer l'infrastructure et à rémunérer les principaux acteurs pour leur investissement", a-t-il ajouté. Selon les estimations de la Commission, l'intégration de

l'euro numérique dans le système de la zone euro coûterait entre 2,8 et 5,4 milliards d'euros. "Nous avons vu des chiffres qui sont six ou dix fois plus élevés que cela. La crédibilité de ce chiffre peut être mise en doute, c'est le moins que l'on puisse dire", a averti Cipollone. En tant que monnaie légale, l'euro numérique serait gratuit et accepté partout, mais afin que sa distribution soit rentable pour les banques et autres prestataires, l'Eurosystème propose également un modèle

de compensation destiné à couvrir leurs coûts et à maintenir des incitations équitables. La BCE achève actuellement la phase préparatoire en vue du lancement éventuel d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) destinée au grand public, qui viendrait compléter les espèces. Mais avant de décider de l'émission de l'euro numérique, les États membres et le Parlement européen doivent s'accorder sur son cadre législatif.

AUTRICHE

Vienne empêtrée dans la stagflation

Le pays d'Europe centrale souffre d'une inflation soutenue et d'une croissance au point mort. Pour réduire le déficit public, attendu à 4,4 % du produit intérieur brut en 2025, le gouvernement de coalition envisage de sous-indexer les pensions de retraite et les salaires des fonctionnaires en 2026. L'annonce a laissé les Viennois sous le choc. Lundi 1er septembre, jour de rentrée, la mairie de la capitale autrichienne a annoncé une hausse brutale des tarifs des transports en commun. A partir du 1er janvier 2026, ils vont augmenter d'un coup de près de 30 %, le prix du ticket pour un trajet bondissant de 2,40 à 3,20 euros. L'abonnement annuel va de son côté passer de 365 à 467 euros. L'adjointe au maire (sociale-démocrate) chargée des transports, Ulli Sima, a justifié cette hausse substantielle par l'absence de revalorisation depuis près de treize ans, « alors que l'inflation cumulée [sur cette période] a atteint 37 % ». Cette hausse des prix des transports en commun n'est que le dernier symptôme de la vague inflationniste qui déferle sur ce pays d'Europe centrale. Réputée jusqu'ici pour sa qualité de vie abordable, l'Autriche est engluée depuis près de trois ans dans la stagflation, avec une croissance quasi nulle, voire négative, et des hausses de prix parmi les plus élevées de l'Union européenne (UE). Mardi 2 septembre, l'institut de statistique autrichien a annoncé que l'indice des prix avait grimpé à 4,1 % en rythme annuel en août, l'un des pires taux de la zone euro, où il a progressé de 2,1 % en moyenne,

DROITS DE DOUANE

Pas moins de 88 opérateurs suspendent leurs services postaux avec les États-Unis, selon l’ONU

Pas moins de 88 opérateurs ont suspendu totalement ou partiellement leurs services postaux avec les États-Unis, conduisant à une chute de plus de 80% du trafic vers ce pays à la suite de l'imposition de nouveaux droits de douane par Washington, a annoncé samedi l'agence postale de l'ONU. L'Union postale universelle (UPU) travaille au «développement rapide d'une nouvelle solution technique qui permettra de relancer l'acheminement du courrier vers les États-Unis», assure son directeur général, Masahiko Metoki, dans un communiqué. Selon l'UPU, les données échangées entre les opérateurs postaux via son réseau électronique montrent que le trafic vers les États-Unis a diminué de 81% au vendredi 29 août par rapport au vendredi précédent. «En outre, 88 opérateurs pos-

taux ont informé l'UPU qu'ils avaient suspendu tout ou partie de leurs services postaux vers les États-Unis jusqu'à ce qu'une solution soit mise en œuvre», a indiqué l'agence de l'ONU. Parmi ces entreprises figurent notamment la Deutsche Post allemande, ou l'opérateur postal britannique Royal Mail. Basée à Berne, capitale suisse, l'UPU a été fondée en 1874 et compte 192 États membres. Elle fixe les règles des échanges postaux internationaux et formule des recommandations pour améliorer les services. Par décret du 30 juillet dernier, l'administration américaine a décidé, avec effet au 29 août, de supprimer l'exemption de droits de douane qui bénéficiait jusqu'alors aux petits colis postaux (les envois de marchandises d'une valeur égale ou inférieure à 800 dollars, soit 686 euros).

Ces colis sont depuis lors soumis aux mêmes taux de droits de douane que ceux appliqués aux autres importations en provenance des pays d'origine. Soit par exemple, 15% pour les pays de l'Union européenne (UE) ou 50% pour l'Inde. Seuls les envois entre particuliers d'une valeur de moins de 100 dollars (86 euros) restent exemptés de droits. Cette décision avait suscité une vague d'annonces de la part de services postaux, de plusieurs pays, de suspendre les envois de colis à destination des États-Unis.

Une mesure généralisée

Outre la brièveté du délai de mise en œuvre de la décision, le problème réside surtout dans le fait que le décret oblige «les transporteurs et autres parties autorisées à percevoir à l'avance, auprès des

expéditeurs, les droits de douane et à en transférer les montants consolidés au Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis», avait expliqué l'UPU fin août. Le président américain Donald Trump avait justifié cette décision par une volonté de «mettre fin à une faille catastrophique utilisée, entre autres, pour éviter des droits de douane et envoyer des opioïdes synthétiques ainsi que d'autres produits dangereux». Initialement la mesure américaine, prise début 2025, visait seulement la Chine et Hong Kong, dans le cadre de l'offensive de l'administration Trump contre les géants du commerce en ligne Shein et Temu. Elle a été généralisée à tous les pays, pour en assurer son efficacité.

"DE NOUVEAUX TROUBLES MENTAUX À CAUSE DE L'IA"

Les experts tirent la sonnette d'alarme

De plus en plus de professionnels de la santé mentale alertent sur un phénomène troublant, décrit comme une sorte de délire, découlant directement des interactions entre les utilisateurs et les intelligences artificielles (IA).

Un nombre croissant de cas est recensé. Un homme hospitalisé à plusieurs reprises a été convaincu par ChatGPT qu'il pouvait plier le temps. Un autre a été persuadé d'avoir inventé une nouvelle branche des mathématiques. Plus dramatique encore, un adolescent de 16 ans s'est récemment donné la mort après avoir clairement fait part de ses intentions au chatbot d'OpenAI. Mais comment expliquer ces dérives ?

Des délires alimentés par les IA

Concrètement, certains utilisateurs de chatbots d'IA glissent progressivement vers des croyances délirantes nourries par la technologie. Ces délires peuvent prendre différentes formes, comme une illusion de révélation, par exemple en se persuadant d'avoir découvert une vérité scientifique ou spirituelle, ou une personnalisation excessive de l'IA. D'autres développent un attachement affectif problématique avec le modèle. La particularité de ce phénomène tient à la dynamique même des intelligences artificielles conversationnelles. Conçues pour produire des réponses plaisantes, certaines valident systématiquement les idées de l'utilisateur, même les plus farfelues. Ce fut, d'ailleurs, un biais repro-



ché à maintes reprises à OpenAI. « C'est une sorte d'écho-chambre pour une seule personne. Ce cercle vicieux peut approfondir et entretenir des délires d'une manière que nous n'avions jamais vue auparavant », résume le psychiatre Hamilton Morrin, du King's College London. Mais contrairement aux psychoses classiques comme la schizophrénie, ces délires peuvent se dissiper rapidement lorsqu'une contradiction survient. D'où

l'idée qu'il ne s'agit pas tant d'un trouble psychiatrique établi que d'un dérèglement cognitif inédit, directement né de la conception des modèles conversationnels.

« L'IA semble détourner des processus sains d'une manière qui conduit à ce que nous appellerions une pathologie, ou à un dysfonctionnement d'une manière ou d'une autre, plutôt que de simplement capitaliser sur des personnes qui connaissent déjà un dysfonctionne-

ment d'une manière ou d'une autre », étaye le psychologue Derrick Hull.

Vers des IA plus responsables ?

Dans ce contexte, certains développeurs essayent de donner vie à des alternatives. C'est justement le cas de Derrick Hull, qui a lancé Ash, un chatbot conçu dès le départ pour favoriser la santé mentale plutôt que l'engagement à tout prix. Contrairement aux modèles classiques, il n'hésite pas à confronter l'utilisateur en s'appuyant spécifiquement sur des décennies de recherche psychologique. Objectif : créer des conversations réellement thérapeutiques. De leur côté, les géants de l'IA commencent à reconnaître le problème. Début août, OpenAI a annoncé vouloir améliorer ChatGPT afin de détecter plus finement les signes de détresse psychologique et rediriger les utilisateurs vers des ressources fiables. La start-up vient d'ailleurs de lancer un contrôle parental. Mais la route reste longue : experts et chercheurs insistent sur la nécessité de mieux comprendre ce phénomène inédit et d'impliquer les personnes concernées. Car si l'IA ouvre de nombreuses perspectives, elle nécessite de très solides garde-fous tant elle peut influencer ses utilisateurs.

Jupiter, premier système européen capable d'un milliard de milliards d'opérations par seconde

En franchissant le seuil exaflopique, le supercalculateur Jupiter devient le premier système européen capable d'effectuer plus d'un milliard de milliards d'opérations par seconde. La Commission européenne a officiellement confirmé l'exploit. Jupiter a franchi la barre symbolique d'un exaflop et traite désormais 10¹⁸ opérations chaque seconde. Au niveau mondial, trois machines américaines le devancent encore car El Capitan, Frontier et Aurora lui laissent la quatrième place. Pour visualiser sa puissance, imaginez un million de smartphones modernes qui calculeraient ensemble. L'Europe entre enfin dans le club très fermé des supercalculateurs

exaflopiques, après les États-Unis et la Chine.

500 millions d'euros pour rattraper le retard européen

Deux partenaires ont financé Jupiter avec l'Union européenne et l'Allemagne, via leur entreprise commune EuroHPC. Le budget total atteint 500 millions d'euros. Eviden a développé la machine dans ses ateliers d'Angers avant de l'installer à Jülich, en Allemagne. À l'intérieur, 24 000 processeurs graphiques Nvidia équipent la partition Booster. Côté environnement, Jupiter impressionne autant que par ses calculs. Seules des énergies renouvelables

l'alimentent. Un système de refroidissement à eau chaude breveté optimise sa consommation. Le classement Green500 le place donc en tête mondiale pour l'efficacité énergétique. « Avec JUPITER, l'Europe devient le foyer de l'ordinateur le plus puissant d'Europe et le quatrième plus puissant du monde », déclare Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique.

Des prévisions météo au kilomètre près et des IA européennes

Plusieurs domaines scientifiques vont changer d'échelle grâce à Jupiter. En météorologie, les chercheurs

modéliseront désormais le climat et les phénomènes météo au kilomètre près. Canicules, tempêtes violentes et inondations verront leurs prévisions gagner en précision. Jupiter va aussi muscler l'IA européenne. La future AI Factory (JAIF) s'appuiera sur sa puissance pour développer des modèles linguistiques européens d'IA générative. Start-ups, industriels et laboratoires européens accéderont enfin aux ressources informatiques nécessaires pour leurs propres créations. Autre bénéficiaire avec les neurosciences. Jupiter permettra d'explorer plus finement le cerveau humain et de mieux cerner les maladies neurodégénératives comme Alzheimer.

Comme l'explique Ekaterina Zaharieva, commissaire aux start-ups, à la recherche et à l'innovation, « JUPITER renforce la souveraineté numérique de l'Europe, accélère la découverte et veille à ce que les ressources informatiques les plus puissantes et les plus durables soient mises à la disposition de nos chercheurs ». Déjà, EuroHPC a retenu 13 projets d'usines d'IA à travers l'Europe. Le 30 juin 2025, 76 candidatures sont même arrivées sur le bureau de la Commission pour créer des gigafactories d'IA dans 16 États membres. Ces installations vont développer, entraîner et déployer des modèles d'IA géants comptant des centaines de trillions de paramètres.

Sam Altman : « Je n'ai jamais vraiment pris au sérieux la théorie de l'Internet mort »

Sam Altman a d'abord ignoré la théorie de l'Internet mort. Puis, en 2025, il a remarqué la prolifération de comptes produits par des algorithmes sur X. C'est tout fraîchement que Sam Altman a posté sur X n'avoir « jamais vraiment pris au sérieux la théorie de l'Internet mort, mais il semble qu'il y ait beaucoup de comptes Twitter gérés par des modèles de langage aujourd'hui ». Il arrive un peu après la bataille avec son constat. Dès 2016, plusieurs utilisateurs sur 4chan avaient évoqué la présence de systèmes automatiques capables de simuler des échanges différents. Reddit a relayé ces observations et The Atlantic s'en est emparé en 2021. Elon Musk s'est également exprimé sur la forte présence de robots sur X. Aucun chiffre précis n'a été communiqué par les réseaux sociaux, mais les contenus créés par des machines ont saturé les fils d'actualité. Plusieurs internautes ont remarqué une baisse des interactions entre véritables hu-

maines. Certains groupes, autrefois composés d'utilisateurs réels, comportaient presque uniquement des comptes programmés. Ce phénomène n'est plus vraiment marginal.

La théorie de l'Internet mort, ou Internet Zombie, déjà évoquée en 2016

En 2016, un membre du forum Macintosh Cafe, IlluminatiPirate, a publié une analyse sur la multiplication des comptes automatiques sur 4chan. Cette alerte s'est diffusée ensuite sur Reddit, puis la presse s'en est emparée en 2021. Lorsque Elon Musk a négocié le rachat de X, il a dénoncé la prolifération des contenus créés par des logiciels. Sam Altman a confirmé ce constat, lors du lancement de la société xAI. Ces comptes ont rempli des pages entières avec des publications, images et vidéos pour

des entreprises ou groupes de désinformation. Certaines fermes à trolls dans divers pays ont publié en continu. Sur X et Instagram, des milliers de profils créaient des interactions automatisées et inondaient les discussions. Les réseaux n'ont jamais publié de chiffres fiables. Europol a estimé qu'en 2025, plus de 90 % du contenu en ligne proviendrait de programmes, sans preuve publique pour appuyer ce chiffre. Des utilisateurs ont réclamé de nouveaux outils pour mieux filtrer ces comptes automatisés.

L'intelligence artificielle envahit les réseaux sociaux

Depuis 2021, textes, images et vidéos générés par des IA se sont multipliés sur les plateformes. TikTok, Facebook et Instagram ont vu défiler des milliers de vidéos d'animaux et de montages humoristiques produits sans intervention humaine. Les générateurs comme Mid-

journey ont alimenté régulièrement ces contenus. Dans l'éducation, des élèves ont demandé à ChatGPT de produire leurs devoirs. Les enseignants ont utilisé la même IA pour préparer leurs exercices. Puis des correcteurs automatiques ont noté ces productions sans contrôle humain. Sur X, les robots ont publié un grand nombre de messages. Sam Altman a parlé de SocialAI, un réseau fait uniquement de profils automatisés. Les échanges s'y faisaient uniquement entre programmes. C'est ainsi qu'est né le « AI slop », ce flux permanent de productions sans auteur humain. Photos, messages, vidéos et likes sont passés par des programmes. Les entreprises ont confié à des algorithmes la gestion de leurs campagnes sur Instagram ou TikTok. Les contenus ont rempli les pages à un rythme intense. Mêmes et vidéos se sont succédé sans validation humaine.

COMPARATIF

La Skoda Fabia parvient-elle à résister aux assauts de la MG 3 ?

Pour qui souhaitait une petite voiture polyvalente, abordable, mais suffisamment puissante pour être amusante à conduire, la Skoda Fabia, dans sa variante équipée du 1.5 TSI de 150 ch, était quelque peu seule au monde. Mais MG vient lui mettre des bâtons dans les roues avec une MG3 affichant la cavalerie d'une GTI tout en promettant d'être économe grâce à son hybridation. Mais ressort-elle vraiment gagnante d'une confrontation avec la tchèque ?

Depuis son intégration, en 1991, au sein du groupe Volkswagen, Skoda a totalement changé d'image. Même si les clients français ne semblent pas tous avoir totalement tourné la page des voitures pas chères du tout, la marque tchèque ne cesse de gagner des parts de marché jusqu'à s'installer sur le podium des ventes en Europe. Si les créations de la marque se distinguent généralement par un rapport prix/prestations soigné, certaines d'entre elles n'en oublient pas le grain de folie qui fait d'un simple moyen d'aller d'un point A à un point B, une voiture sympa à conduire. Le plus souvent, les Skoda concernées portent les lettres RS. Mais la Fabia n'a plus droit à ce badge depuis 2014. La petite Skoda est-elle donc, depuis plus d'une décennie, une voiture ennuyeuse à conduire ? Le constructeur nous jure que non, car une variante équipée du 1.5 TSI de 150 ch, un niveau de puissance déjà respectable à ce niveau de gamme, est toujours inscrite au tarif. Avec comme argument principal, les sensations sans la punition (comprenez par là le paiement d'un malus écologique élevé comme c'est le cas des dernières GTI thermiques encore disponibles sur le marché). Le tout, nous assure-t-on, à un tarif digeste.

Ces arguments, ce sont peu ou prou ceux que met en avant une nouvelle venue : la MG 3. Cette sino-britannique a ainsi débarqué chez nous, il y a quelques mois, avec un unique moteur qui ne développe rien de moins que 195 ch ! Et ce, sans être soumis au moindre euro de malus et en affichant des tarifs alléchants.

La botte secrète de cette auto, c'est sa motorisation full hybrid. Une arme jugée imparable pour afficher des consommations officielles basses (et donc des rejets de CO2 qui le sont tout autant) mais qui promet, en sus, des sensations de conduite digne d'une petite sportive.

Cette MG 3 a-t-elle trouvé la formule magique pour venir à bout de la Fabia ? L'unique façon de le savoir est d'opposer ces deux petites polyvalentes.

Aspects pratiques : La MG 3 perd de nombreux points à bord

Lorsque l'on s'installe à bord de la MG 3, on a comme une impression de retour en arrière. Le mobilier de bord adopte, en effet, des contours très classiques, voire datés. Présentée pourtant 3 ans plus tôt, la Fabia paraît, en comparaison, bien plus à la page. Mais si la MG déçoit à bord, ce n'est pas seulement une histoire de design. Combiné d'instrumentations assez peu lisible, tablette tactile parfois peu réactive et à l'ergonomie brouillonne, matériaux bas de gamme, assemblages aléatoires... La copie est à revoir rapidement. Seul point séduisant, le bandeau de planche de bord reçoit un graphisme façon tartan. Un détail à l'inspiration écossaise pour tenter de faire oublier que cette hybride est, malgré le



logo qui orne son capot, un produit 100 % chinois ? Avec son combiné d'instrumentations personnalisable de 10,25" (7" sur la MG) et ses matériaux plus modernes, la Fabia paraît mieux ancrée dans son époque. Comme sa rivale, elle pâtit toutefois d'assemblages de son mobilier pas totalement irréprochables. Et les 8,25" de diagonale de son écran tactile ne sont plus vraiment d'actualité. En revanche, graphismes, réactivité et ergonomie surclassent ceux de la MG 3.

Outre ses considérations esthétiques, la Fabia a également le bon goût de reprendre certaines bonnes habitudes de la marque. Comme c'est souvent le cas s'agissant des Skoda, elle est, avec 4,11 m de long, l'une des plus grandes de sa catégorie. Ce ne sera certes pas un atout lorsqu'il faudra trouver une place de stationnement, mais cela ne la désavantage pas ici face à une MG qui affiche le même gabarit.

Ces dimensions, la sino-britannique semble toutefois les exploiter moins bien que sa rivale. En effet, l'habitabilité est bien plus généreuse à bord de la Skoda, notamment aux places arrière. On peut ainsi envisager les voyages avec 4 adultes à bord de la Fabia, moins avec la MG 3. Même remarque en ce qui concerne le vo-

lume de chargement. Dans la moyenne, avec 293 l sous cache bagages, dans la MG3, il est quasiment digne de la catégorie supérieure dans la Fabia (380 l). Un écart que l'on retrouve une fois avec la banquette rabattue avec 983 l dans la première et 1 190 l dans la seconde. Les amateurs de brocante auront fait leur choix, même si le qualificatif de déménageuse ne s'applique, ni à l'une, ni à l'autre. Et il y a tout de même un point sur lequel ces deux-là s'accordent : en mode 2 places, le dossier de la banquette forme une marche importante avec le plancher de coffre. Mais seule la Fabia propose une solution avec son double-fond, en option à 150 €.

Budget : incomparable MG 3

Si vous êtes nostalgique de l'époque, révo-lue depuis un bon moment, où les Skoda étaient beaucoup, beaucoup moins chères que leurs rivales, le nombre qui suit ne va pas vous plaire. 27 890 €, c'est, en effet, la somme dont il faut s'acquitter pour rouler en Fabia 1.5 TSI 150 ch Selection DSG. Casser les prix, en revanche, c'est toujours une "religion" chez MG. Malgré sa technologie full hybrid, la MG 3 débute à 19 990 €. Un rapport prix/puissance inégalé sur le marché. La version Luxury de ce

match, la plus complète en termes d'équipements, est logiquement plus coûteuse. Mais, à 23 490 €, elle est moins chère de plus de 4 000 € que la Fabia.

Au chapitre financier, l'un des atouts de l'hybridation, c'est de permettre d'économiser du carburant. Avec 4,4 l/100 km promis par le constructeur, la MG 3 ne déçoit pas. Mais si elle ne fait pas aussi bien, Skoda annonçant 5,3 l/100 km, la Fabia 1.5 est loin de se montrer gourmande.

Équipement : de petits oublis justifiés par un gros écart de prix

Afin de serrer au maximum les tarifs de sa petite berline, MG a dû faire certains choix en matière d'équipements de série. Ainsi, sur la version Standard, n'espérez pas profiter de jantes en alliage ou de projecteurs à LED. Mais, au vu de son tarif inférieur à 20 000 €, la dotation n'a rien d'indigente puisque la climatisation automatique, le GPS, le régulateur de vitesse adaptatif ou encore le radar de recul sont de la partie. Imbattable !

Si votre budget le permet, mieux vaut investir 23 490 € au total, dans la Luxury essayée ici. Surveillance des angles morts, alerte de circulation transversale arrière, avertissement de changement de voie, caméras 360°, phares à LED, vitre arrière surteintées, clé mains libres, sièges avant et volant chauffant... la liste des équipements de série est alors digne d'une petite routière.

En refusant l'entrée de gamme Active à sa Fabia 1.5 TSI 150 ch, Skoda évite l'écueil du sous-équipement. Mais, au vu des tarifs affichés, la Selection n'embarque rien de trop. Ainsi, si on peut compter sur le démarrage mains libres, les jantes alliage de 16", les rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement et électrochromatiques, et le Lane Assist, la climatisation reste manuelle. Un peu chiche à près de 28 000 €.

Mots fléchés

BD créée par Louis Forton BD créée par Joseph Pinchon		Capitale du Bangladesh		Demeure des moujiks		Pic espagnol		Fils de Tyro	Perroquet		Oiseau d'Australie		Longues périodes
		Après la chute de l'URSS		Qualité d'une huile		Pronom personne					Sollicitation		
									Arbre ornementale				
Cassables									Bramer				
Bois de l'âme d'un violon									Auteur de Hexagone				
						De forme demi-cylindrique							
						Etat d'un malade atteint gravement							
Diode électroluminescente		Provoqué		L'Estonie en VO	Mollusque gastéropode Il peut être de douleur				Consigné sur un registre officiel		Sélénium		
			Auteur de Le pendule de Foucault				Singe	Issues					Vêtements indiens
Décisives													
Un impôt critiqué													
			Ancienne Thaïlande					Bison d'Europe				Capucin	
Vêto russe					Pas bien chaud						Strontium		
Dépôt dans une bouteille					Lycée technologique						Cabriole		
			Petite île					Cafard baudelairien	Oiseau passereau				
			Il y a celle du Saint-Esprit										
Mammifère ongulé		Prénom masculin arabe		Schlingues					Oiseau sacré en Egypte ancienne				
				German-drée petit if					Boisson				
					Une côte française		Détermine le pour ou le contre					Futur officier	Ô te
							Initiales d'une sex-symbol						
Éduqua													
Choisissez par les urnes						Cancrelats							
						Arabe en verlan					Lac des Pyrénées		
						On connaît sa route					Micheton		
Tentât		Unité d'intensité électrique		Ville de Mésopotamie			Organisation militaire		Qui est à l'état naturel				
									Emmagasiné				
				Département français						Condiment		Prénom masculin	
				Décapité									
Contribution	Partie molle du pain				Chiffre			Spectacle sans valeur					
					Lettre grecque			Titre honorifique sous l'Ancien Régime					
					Erbium			Elle a son eau					
Extérieur c'est une juridiction temporelle	Un héros de la guerre de Troie					Trou normand	Ignoble				Renforce le oui		
	Pays fantastique						Avec les coutumes				Saint normand		
			Cabestan							Pluriel du leu			
Dévotion					Epuisée					Service militaire pour les vassaux			

TURQUIE

Un séisme de 4,9 secoue l’ouest du pays

Un séisme de magnitude 4,9 a frappé, dimanche, le district de Sındırgı, dans la province occidentale de Balıkesir, en Turquie, a annoncé l'Autorité de gestion des catastrophes et des urgences de la Turquie (AFAD). L'AFAD, citée par l'agence de presse Anadolu, a indiqué que l'épicentre de la secousse a été localisé à une profondeur de 7,7 kilomètres, et se situait à Sındırgı. La secousse a également été ressentie dans les provinces voisines, ainsi qu'à Izmir. Aucun dégât ni victime n'ont pour l'instant été signalés, selon la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 8 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TIZI-OUZOU

Une superficie de 700 ha ravagée par les incendies durant l’été 2025

Une superficie totale de 700,5 hectares a été ravagée par les incendies durant l'été 2025 à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, selon un bilan communiqué par la direction locale de la Protection civile. Quelque 101 incendies ont ravagé, durant la période allant du 1er mai au 3 septembre, une superficie totale de 700,5 ha de différentes natures (forêt, maquis, broussaille et récolte), précise le bilan. Il s'agit de 43 incendies qui ont englouti 170 ha de forêts, 14 qui ont ravagé 174,8 ha de maquis, 40 qui ont détruit 344 ha de broussailles et de quatre incendies qui ont détruit 11,5 ha de récoltes de blé. Durant cette même période, l'intervention des éléments de la Protection civile a permis d'épargner d'autres dégâts, notamment, en ce qui concerne les récoltes, selon le même bilan.

COOPÉRATION

Le Premier ministre par intérim reçoit le ministre du Commerce, de l’Industrie et de la Concurrence d’Afrique du Sud

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a reçu, dimanche à Alger, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence de la République d'Afrique du Sud, M. Parks Tau, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a reçu, dimanche 7 septembre 2025 au Palais du Gouvernement, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence de la République d'Afrique du Sud, M. Parks Tau, en visite en Algérie dans le cadre de la participation de son pays à la Foire commerciale intra-africaine (IATF), qui se tient du 4 au 10 septembre 2025", précise le communiqué. La rencontre a été l'occasion de "réaffirmer le caractère stratégique et privilégié des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Afrique du Sud" et d'"examiner les moyens de renforcer le partenariat bilatéral dans divers domaines, conformément à la vision commune des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa, notamment suite à la visite d'Etat qu'il a effectuée en Algérie en décembre 2024", selon la même source.

SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFRICAINS

La nécessité d’un changement de modèle

Entre croissance démographique, changements climatiques et besoins nutritionnels croissants, le secteur agricole africain subit de fortes pressions. Face aux enjeux, plusieurs organisations prônent un nouveau modus operandi dans les politiques. Une approche plus holistique doit désormais primer si le continent africain veut parvenir à des systèmes alimentaires inclusifs, durables et résilients. C'est ce qui ressort du dernier rapport publié par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Baptisé « Drivers of Change and Innovation », le document de plus de 150 pages se présente comme un plan d'action pour repenser l'agriculture africaine sur les prochaines décennies. D'après ses auteurs, si le continent a vu depuis 30 ans bon nombre d'indicateurs de performance au vert, comme la hausse de la production (+4,3% par an depuis 2000, record mondial) et la progression du commerce agricole intérieur, ses systèmes alimentaires continuent eux de montrer des signes de fragilité. Globalement, le problème de la faim et de l'accessibilité à une nourriture saine est encore persistant alors le changement climatique et l'urbanisation rapide



exercent une forte pression sur la disponibilité alimentaire. Dans ce contexte, les auteurs estiment qu'une transformation systémique en lieu et place de progrès sectoriels fragmentés dans les diverses sous-régions sera déterminante dans les prochaines années. Selon le rapport, une approche holistique permettrait d'abord de prendre conscience que « les systèmes alimentaires sont interconnectés, de la production aux marchés, en passant par la nutrition, la finance, le commerce, la durabilité environnementale et la technologie ». Un tel cadre étant posé, les auteurs estiment que plusieurs ingrédients peu-

vent être réunis pour un changement de paradigme salubre pour l'agriculture africaine, d'autant plus que les défis iront croissants. « Nous pensons que l'avenir réside dans la création de paniers et de corridors alimentaires résilients, dans l'utilisation de financements catalytiques et dans le renforcement des partenariats entre les gouvernements, le secteur privé, les partenaires au développement et nos agriculteurs eux-mêmes, tout en investissant dans des systèmes de connaissances afin d'assurer que les décisions sont fondées sur des données probantes ». Sur un tout autre plan, l'AGRA appelle avant tout à placer les jeunes au cœur des stratégies de modernisation des systèmes alimentaires. « La transformation des systèmes alimentaires du continent doit être une transformation pour et par les jeunes. La création d'emplois viables et dignes, dirigés par les jeunes dans l'ensemble de la chaîne de valeur est non seulement une nécessité économique, mais aussi un impératif politique et social. Elle doit aussi prioriser l'inclusion, la productivité du travail et les voies d'accès à un travail décent pour la prochaine génération ».

Agence

EDUCATION NATIONALE

Activation dès lundi du mécanisme de dépôt des demandes de transfert des élèves

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'activation, à partir de lundi, du mécanisme de dépôt des demandes de transfert des élèves d'un établissement à un autre, via le système d'information du secteur. Dans ce cadre, le ministère informe les parents d'élèves souhaitant transférer leurs enfants d'un établissement scolaire à un autre, de l'activation du mécanisme de dépôt des demandes de transfert numérique, via le système d'information du secteur de l'Education nationale, pour l'année scolaire 2025-2026, et ce à partir du lundi 8 septembre

2025. Pour ce faire, le ministère a indiqué que le parent d'élève ou le tuteur légal doit formuler la demande de transfert numérique à distance, sur son compte personnel via l'espace dédié aux parents d'élèves dans le système d'information du secteur de l'Education nationale, à travers le lien: www.awlyaa.education.dz, en remplissant le formulaire de demande de transfert électronique, avec le téléversement de l'un des documents justificatifs". Il s'agit d'un "document attestant de la résidence dans le secteur géographique de l'établissement d'accueil ou de la proximité du lieu de travail du parent d'élève ou du tu-

teur légal de celui-ci, et d'un rapport médical attestant d'une maladie chronique et/ou d'un handicap, selon le cas, délivré par le médecin de la santé scolaire de l'unité de dépistage et de suivi". "Le directeur de l'établissement d'accueil étudie les demandes de transfert et émet son avis par voie électronique via son compte personnel sur le système d'information du secteur de l'Education nationale, dans un délai ne dépassant pas les quarante-huit heures (48h) de la date de soumission de la demande de transfert", selon la même source, ajoutant que "les parents d'élèves ayant introduit des demandes de

transfert de leurs enfants seront informés de l'avis du directeur de l'établissement d'accueil via le même espace et à travers l'administration de cet établissement". "Une fois le parent d'élève ou le tuteur légal notifié de l'acceptation de la demande de transfert, l'élève doit rejoindre l'établissement d'accueil dans un délai ne dépassant pas les quarante-huit heures (48h)", a expliqué le ministère, soulignant que "toute demande de transfert formulée en dehors du système d'information du secteur de l'éducation nationale est considérée nulle et sans effet".

SOLIDARITÉ NATIONALE

Publication d’un guide pédagogique unifié pour les établissements d’accueil de la petite enfance

Un guide pédagogique unifié destiné à l'ensemble des établissements d'accueil de la petite enfance a été publié par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en vue de renforcer la stratégie de la protection sociale de l'enfance, indique, dimanche, un communiqué du ministère. "Le ministère a publié un guide pédagogique unifié destiné à l'ensemble des établissements d'accueil de la petite enfance en Algérie en vue de renforcer la stratégie de la protection sociale de l'enfance et de servir d'outil référentiel

pour unifier les approches et garantir l'application des normes de qualité et d'efficacité dans la gestion de ces établissements", précise-t-on de même source. Ce guide vise à unifier le programme pédagogique des établissements d'accueil de la petite enfance pour accompagner l'enfant sur le plan psychologique et le préparer à s'adapter à la scolarisation, mais aussi à "développer ses capacités intellectuelles et physiques par des activités d'éveil et d'apprentissage précoce et à promouvoir son savoir-faire, tout en valorisant les compétences qualifiées en matière de prise en

charge de la petite enfance", ajoute la même source. L'unification, à travers ce guide, des programmes éducatifs destinés à la petite enfance au niveau national, a pour objectif d'"assurer un parcours éducatif intégré et cohérent, d'autant qu'il met l'accent sur le développement des aspects psychologiques, moteurs, sociaux et linguistiques de l'enfant à travers des activités étudiées adaptées à chaque tranche d'âge, ce qui constitue un pas vers un professionnalisme de ces établissements qui permettra d'améliorer la qualité des prestations assurées aux enfants". "Des spécia-

listes et des académiciens ont élaboré ce guide, avec la participation des secteurs et organismes concernés ainsi que les représentants des parents dans le but de renforcer la communication et la complémentarité entre la famille et le cadre éducatif". "Ce guide propose, en outre, des mécanismes clairs d'évaluation et de suivi susceptibles de garantir la qualité et atteindre les objectifs éducatifs escomptés dans un environnement sécurisé et propice à la croissance et au développement des compétences de l'enfant", selon la même source.